

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 520**18 mai 2004****SOMMAIRE**

ABX Logistics (Luxembourg), S.à r.l., Contern . . .	24949	Labatte Immobilière S.A., Luxembourg	24960
Allmat Locations S.A., Hautcharage	24951	Labatte Immobilière S.A., Luxembourg	24960
Allmat Locations S.A., Hautcharage	24951	Labatte Immobilière S.A., Luxembourg	24960
(L') Atelier Vert, S.à r.l., Luxembourg	24947	Life Care Lux., S.à r.l., Luxembourg	24940
B.C.S.I., Business Controls & Services International S.A., Luxembourg	24914	MainFirst, Sicav, Luxembourg	24947
Baudes S.A., Luxembourg	24956	MainFirst, Sicav, Luxembourg	24945
Baudes S.A., Luxembourg	24956	Martin Losch, S.à r.l. Esch-sur-Alzette, Esch-sur- Alzette	24948
Blicon S.A., Luxembourg	24934	NSR Holding S.A., Luxembourg	24950
Blicon S.A., Luxembourg	24936	Overseas Investments S.A., Luxembourg	24944
Brittany Partners S.A., Luxembourg	24951	Rimm Technologies Holding S.A., Luxembourg . .	24959
Cyber Vision Holding S.A., Weiswampach	24948	Rotomade, S.à r.l., Foetz	24947
Cyber Vision Holding S.A., Weiswampach	24948	S.C.I. Pilolux, Luxembourg	24936
Didel Holding S.A., Luxembourg	24914	S.C.I. Pilolux, Luxembourg	24936
Dr. Oetker S.A., Luxembourg	24951	Sacofin S.A., Luxembourg	24948
Eagle Bay, S.à r.l., Luxembourg	24937	Serfid S.A., Luxembourg	24915
Eagle Bay, S.à r.l., Luxembourg	24938	Somatec S.A., Luxembourg	24949
Editions Lëtzeburger Journal S.A., Luxembourg . .	24913	Somatec S.A., Luxembourg	24950
ESFIL - Espirito Santo Financière S.A., Luxem- bourg-Kirchberg	24938	Steparex, S.à r.l., Strassen	24948
Eurocapital Holdings, S.à r.l., Luxembourg	24929	T.S.D. S.A., Luxembourg	24957
Finilux, S.à r.l., Luxembourg	24956	T.S.D. S.A., Luxembourg	24957
Finilux, S.à r.l., Luxembourg	24957	Visserhuis V 94 SCI, Luxembourg	24954
General O & R International S.A., Luxembourg . .	24955	Visserhuis V 94 SCI, Luxembourg	24955
ITCIM, IT Consulting and Investment Management, S.à r.l., Wiltz	24950	Volga-Dnepr Airlines, Luxembourg Branch S.A., Luxembourg	24915
Labatte Immobilière S.A., Luxembourg	24960	Volga-Dnepr Airlines, Luxembourg Branch S.A., Luxembourg	24916

EDITIONS LETZEBURGER JOURNAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.

R. C. Luxembourg B 5.056.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2004, réf. LSO-AP00268 et 00269, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2004.

Signature.

(027745.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

DIDEL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2B, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 42.023.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatre, le trente mars.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société DEWEY HOLDING LIMITED, ayant son siège social à Ellen L. Skelton Building Fischer's Estate, P.O. Box 3820 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon,

agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 27 novembre 2000,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée en copie au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme DIDEL HOLDING S.A., avec siège social à L-1840 Luxembourg, 2B, boulevard Joseph II, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 42.023, a été constituée suivant acte reçu par le notaire André Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, en date du 10 novembre 1992, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 62 du 9 février 1993, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire André Schwachtgen en date du 31 mars 1994, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 319 du 1^{er} septembre 1994.

II.- Que le capital de la société s'élève actuellement à huit millions francs luxembourgeois (LUF 8.000.000,-), représenté par huit mille (8.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune, intégralement souscrites et libérées.

III.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la société DIDEL HOLDING S.A. qu'en conséquence celle-ci se trouve dissoute de plein droit par la réunion de toutes les parts en une seule main.

IV.- Que la comparante se trouve investie de tout l'actif et de tout le passif de la société dissoute dont la liquidation se trouve dès lors définitivement clôturée.

V.- Que la société ne possède pas d'immeubles.

VI.- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire de la société dissoute.

VII.- Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une période de cinq ans à son ancien siège social à L-1840 Luxembourg, 2B, boulevard Joseph II.

VIII.- Pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Ceci exposé la comparante requiert le notaire de constater que la société anonyme DIDEL HOLDING S.A., est dissoute de plein droit, et que la comparante, exerçant tous les droits attachés à la propriété de toutes les actions de la société, est investie de tout l'actif et de tout le passif de la société, dont la liquidation se trouve dès lors définitivement clôturée.

A l'appui des déclarations et constatations qui précèdent, le comparant, agissant comme dit ci-avant, a produit au notaire soussigné les huit mille (8.000) actions qui à l'instant et en présence du notaire instrumentant ont été annulées.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: J. Lambert, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 30 mars 2004, vol. 356, fol. 71, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 1^{er} avril 2004.

H. Beck.

(027437.3/201/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

B.C.S.I., BUSINESS CONTROLS & SERVICES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 11.398.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06571, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 6 avril 2004.

Signature.

(027687.3/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

SERFID, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 81.113.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 16 mars 2004, enregistré à Grevenmacher, le 26 mars 2004, volume 526, folio 37, case 6;

I.- Que la société anonyme SERFID, avec siège social à L-2210 Luxembourg, 54, rue boulevard Napoléon I^{er}, R. C. Luxembourg section B sous le numéro 81.113, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 février 2001, publié au Mémorial C numéro 888 du 17 octobre 2001, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 26 mars 2001, publié au Mémorial C numéro 985 du 9 novembre 2001.

II.- Que sa mandante est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société SERFID, le registre des actions nominatives en faisant foi.

que sa mandante prononce la dissolution anticipée de la société anonyme SERFID avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

III.- Que les livres et documents de la société anonyme dissoute SERFID resteront déposés pendant cinq ans au moins à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de Faïencerie.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 avril 2004.

J. Seckler.

(027544.3/231/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

VOLGA-DNEPR AIRLINES, LUXEMBOURG BRANCH, Société Anonyme.

Maison-Mère: VOLGA-DNEPR AIRLINES, Société Anonyme.

Siège social: 432072 Ulianovsk, Fédération de Russie, 14, Karbysheva Street.

Adresse de la succursale: L-2889 Luxembourg, Findel, Cargo Center West.

R. C. Luxembourg B 99.945.

EXTRAIT

Dénomination et adresse de la succursale:

VOLGA-DNEPR AIRLINES, LUXEMBOURG BRANCH

Cargo Center West, Luxembourg Airport-Findel, L-2889 Luxembourg.

Activité de la succursale:

Commercialisation des services de transport de fret aérien, en particulier l'acceptation et la facturation d'ordres de fret aérien ainsi que l'exercice de toute activité commerciale liée.

Capital de dotation de la succursale:

EUR 32.500

Droit de l'Etat dont relève la Société:

Société anonyme («Closed-Type Joint Stock Company») régie par le droit de la Fédération de Russie

Numéro d'immatriculation la Société au Registre à Oulianovsk (Fédération de Russie) auprès duquel la Société est immatriculée:

1027301566610

Conseil d'administration

1 Alexey Isaikin, Président,

2 Tatyana Arslanova,

3 Andrew Baranov,

4 Victor Grigoriev,

5 Anna Korobko,

6 Konstantin Lushakov,

7 Evguenia Tarasova,

8 Sergey Shklianik,

9 Vladimir Davydov,

10 S. Nedoroslev, and

11 G. Novgorodov

Direction («Executive Body»):

La gestion journalière de la société est gérée par directeur général.

Directeur général: M. Vladimir Davydov, 14, Karbysheva Street, 432072 Ulianovsk, Fédération de Russie

Représentation de la succursale:

Monsieur Bernardus Schellens, Directeur Financier, demeurant à Rembrandtlaan 4, 1272 GN Huizen, Pays-Bas, est nommé gérant de la succursale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Bart Schellens, en sa qualité de gérant de la succursale de la société au Luxembourg a le pouvoir d'exécuter et de signer tout document au nom et pour le compte de la succursale.

Pour JSC VOLGA-DNEPR AIRLINES.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Enregistré à Luxembourg, le 5 avril 2004, réf. LSO-AP00466. – Reçu 329 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(028176.3/267/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2004.

VOLGA-DNEPR AIRLINES, LUXEMBOURG BRANCH, Société Anonyme.

Maison-Mère: VOLGA-DNEPR AIRLINES, Société Anonyme.

Registered office: 432072 Ulianovsk, Fédération de Russie, 14, Karbysheva Street.

Office of the Luxembourg Branch: L-2889 Luxembourg, Findel, Cargo Center West.

R. C. Luxembourg B 99.945.

—
STATUTES

1. General Provisions

1.1. The Closed-Type JSC VOLGA-DNEPR AIRLINES is a joint Russian-Ukrainian enterprise acting in the form of a Closed-Type Joint Stock Company.

1.2. The full name of the Company is JSC OF CLOSED TYPE VOLGA-DNEPR AIRLINES, the abbreviated name is JSC VOLGA-DNEPR AIRLINES, hereinafter referred to as the «Company».

1.3. The Company acts on the basis of the Civil Code of the Russian Federation, the Law of Foreign Investment in the Russian Federation, Federal Russian Law of Joint Stock Companies, and these Articles.

1.4. The Company is located at: 14 Karbysheva Street, 432072 Ulyanovsk.

1.5. Postal address: 14 Karbysheva Street, 432072 Ulyanovsk.

1.6. The Company is a legal entity having its own independent balance sheet and separate property and able, on its own behalf, to sign contracts, acquire property and non-property rights, be liable, be a plaintiff and defendant before any court or arbitration.

The Company independently sets up tariffs and prices for goods, works and services being sold.

The Company independently determines its personnel and employee strength and their salaries, according to the existing Law.

1.7. As prescribed by the Law the Company opens banking and other accounts on the territory of and outside the Russian Federation and performs transactions with the above accounts. The Company carries out financial and other settlement in the Russian or foreign currency according to the existing Law.

1.8. The Company is liable for its obligations by its entire property.

1.9. The State and state authorities are not liable for obligations of the Company and the Company is not liable for obligations of the State.

1.10. The Company is not liable for its Shareholders' obligations. The Shareholders are only liable for the Company's obligations within the limits of their shares, regardless of amounts paid for the shares.

1.11. The Company has a round seal including its full official name in Russian and its location, as well as a corner stamp, company (trade) mark and letterheads containing its name.

1.12. The Company acquires rights of a legal entity starting from the moment of its registration by the State.

1.13. Any disputes between the Company and its shareholders related to the Company's business or their reciprocal rights and responsibilities are considered in accordance with the Russian legislation by arbitration or common Court at the Company's location.

1.14. The Company has the following branch and representative offices:

1.14.1. Representative office in Tianjin

1.14.2. Representative office in Novosibirsk

1.14.3. Representative office in Prague

1.14.4. Representative office in Sharjah

1.14.5. Passenger Services branch in Ulyanovsk Region

1.14.6. Truck Services branch in Ulyanovsk Region

1.14.7. Branch office in Moscow.

1.15. Status of the branches and representative offices is determined by regulations approved by the Chairman of the Board upon a resolution of the Company's Board of Directors.

2. Subject and Objectives of the Company's Business

2.1. Subject of the Company's business consists of the following:

2.1.1. Conventional and unique commercial air transportation of cargo, passengers, luggage on international and domestic routes by aircraft owned by the Company as well as aircraft owned by other companies, organizations and enterprises engaged for this aim according to contracts concluded with them, orders from foreign companies, joint ventures and other customers.

2.1.2. Research and design works to invent and improve aviation and other equipment, sales of aviation, technology and other kinds of know-how within the country and abroad.

2.1.3. Emergency search and rescue works, help in case of acts of God and force majeure circumstances requiring application of aircraft on the territory of the Russian Federation and abroad.

2.1.4. Building, acquisition and lease, both in the Russian Federation and abroad, of any movable property and real estate.

2.1.5. Organization and participation in exhibitions, shows, auctions and similar events both in the Russian Federation and abroad.

2.1.6. Promotion and sales of Russian aviation equipment in the international market.

2.1.7. Investment into industry, agriculture, construction and non-production sectors including infrastructure development in the areas where the Company's offices are located; development of agriculture, tourism, entertainment and leisure industry including international tourism, trade promotion.

2.1.8. Conclusion, both in the Russian Federation and abroad, of all kinds of transactions and other legal acts including those pertaining to foreign trade and drafts, with both natural and legal entities, comprising sale and purchase, exchange, lease, contract, loan, transportation, insurance, assignment, commission, storage, joint business as well as involvement in tenders.

2.1.9. Intermediary business.

2.1.10. Involvement in export, import, re-export and barter transactions aiming at account settlement in foreign economic relations.

2.1.11. Purchase and sale of goods, products, raw materials both in the Russian Federation and abroad.

2.1.12. Financial transactions like lease, credit obtaining and granting both in rubles and foreign currency, other ruble and foreign currency transactions.

2.1.13. Legal protection of the Company's interests.

2.1.14. Medical services to the Company's shareholders, employees, outside organizations and physical persons.

2.1.15. Medical examination and preventive medical steps for the Company's flight and technical personnel and outside organizations.

2.1.16. Advertisement, information and publishing business.

2.1.17. Transportation and forwarding business, international passenger and cargo transportation by all types of transport.

2.1.18. Contractual declaration of goods and other inventory transferred across the state border of the Russian Federation and other states.

2.1.19. Payable advisory and legal services to physical persons and outside organizations.

2.1.20. Charity activities.

2.1.21. Storage business.

2.1.22. Commercial, marketing, dealer, distribution and agent services including barter and goods exchange transactions.

2.1.23. Organization in the Russian Federation or abroad, both independently and on the share basis, of enterprises, joint-stock companies, joint ventures and other firms corresponding to the subject and objectives of the Company, its branches and offices.

2.1.24. Maintenance and line repair of aircraft owned by VOLGA-DNEPR AIRLINES and outside organizations.

2.1.25. Education business: further training.

2.1.26. Security services.

2.1.27. Pilot training and retraining for admission to fly on international air routes.

2.1.28. Communication services including international communication.

2.1.29. Other business not prohibited by the existing Russian Law.

2.2. All types of business requiring licenses or other permissions shall be carried out by the Company subject to the availability of such permissions only.

2.3. The Company's objectives are as follows:

2.3.1 Obtaining profits, in the interests of the Shareholders and the Company, from commercial operation of AN-124-100, IL-76, AN-12, AN-225, YAK-40 aircraft, other aviation equipment and trucks both in the Russian and foreign markets, from the business of its branches, joint ventures, joint stock companies and other organizations with the Company's capital involved, carrying out independent business including foreign trade, under the Company's financial control and co-ordination.

2.3.2 Setting up the world's leading cargo airline.

2.3.3 Creating organizational, technical and financial environment for further development, design and production of freighter and superfreighter aircraft and other aviation equipment.

2.3.4 Engagement in resolution of everyday social problems arising before employees of enterprises, companies and organizations of shareholders of VOLGA-DNEPR AIRLINES based on mutually beneficial co-operation.

3. The Company's Property. Funds and Profits

3.1. The Company is the owner of the following:

3.1.1. Property, intellectual property and copyrights assigned to it by the Shareholders.

3.1.2. Products, intellectual property and copyrights worked out by the Company as a result of its business activities.

3.1.3. Property assigned, free of charge, by other organizations, companies or institutions.

3.1.4. Profits obtained.

3.1.5. Other property acquired by the Company in accordance with the existing law.

3.2. The Company forms its Reserve Fund in rubles and Foreign currency comprising 100% of its authorized share capital.

3.3. The Reserve Fund is formed from the Company's profits by annual allocation of 5% of net profits according to the procedure adopted by the Company's general meeting and the existing Russian Law.

3.4. The meeting may pass a resolution to increase the Reserve Fund.

3.5. Moneys from the Reserve Fund shall be designed and used to cover the Company's losses, redeem its bonds and shares buyout in case of lack of other funds. The Reserve Fund cannot be used for any other purposes.

3.6. The Company forms necessary reserves and funds; the procedure of their organization and use being established in these Articles and the Company's executive authorities within their competence.

3.7. Shareholders have the right to receive part of profits in the form of dividends in rubles and foreign currency. The dividends are allocated between the shareholders pro rata their shares paid.

3.8. The Company's property is formed from the following sources:

contribution from the shareholders and income obtained from sale of products, works, services and other types of business;

income from allocation of securities;

credits from banks or other creditors;

relief and charity contributions and donations from Russian and foreign legal entities and physical persons.

3.9. The Company may assign part of its property to its affiliates, branches and offices.

3.10. The Company may combine part of its property with property of other legal and natural entities including through establishing joint ventures.

3.11. Any losses that may arise in the course of the Company's business shall be covered from the Reserve Fund or other funds.

4. Company's Share Capital, Shares and Bonds

4.1. The Company's authorized share capital comprises 270,000 rubles divided into 27,000 ordinary shares, each having a par value of 10 rubles.

4.1.1. The Company has a right to allocate, in addition to the allocated shares, 42,000 ordinary registered shares, each having a par value of 10 rubles.

4.2. All shares of the Company are registered shares.

4.3. The Company may additionally issue both ordinary and preference shares.

4.4. Total share of privileged shares in the Company's authorized share capital cannot exceed 25%.

4.5. Amount of dividends on ordinary and privileged shares and liquidation value of privileged shares are to be established by shareholders' general meeting upon recommendations from the Board of Directors.

4.6. The Company does not announce nor pay dividends:

- before the entire authorized share capital is fully paid;

- before all the shares are bought out which are to be bought out according to Clause 4.11 of these Articles;

- if at the time of payment the Company has signs of insolvency (bankruptcy) according to the legal acts of the Russian Federation pertaining to enterprise insolvency (bankruptcy), or the Company acquires such signs in the course of dividend payment;

- if at the date of such decision the value of the Company's net assets is less than its authorized share capital and reserve fund or excess of liquidation price, as prescribed by the Articles, over the par value, or if such value becomes less than their amount resulting from dividend payment.

4.7. If any additional shares are issued the category of such shares as well as other necessary requirements are decided upon by the Company shareholders' general subject to the limitations prescribed by these Articles and existing Russian legal acts.

4.8. The Company may buy out its shares from the shareholders as determined by the Articles, existing Russian legal acts and buyout resolution adopted by the Company's competent authority.

4.9. The Company cannot acquire its allocated ordinary shares:

* before the entire authorized share capital is fully paid;

* if at the time of payment the Company has signs of insolvency (bankruptcy) according to the legal acts of the Russian Federation pertaining to enterprise insolvency (bankruptcy), or the Company acquires such signs in the course of acquisition of such shares;

* if the value of the Company's net assets is less than its share capital, reserve fund or excess of liquidation price, as prescribed by the Articles, over the par value, or if such becomes less than their amount resulting from acquisition of such shares.

4.10. In case the Company's shareholders, according to the Company's Articles and Russian legal acts, obtain the right to require shares buyout the Company informs the shareholders about their right, price and order of such buyout.

4.11. Information about the Company's right to buy out shares from the shareholders who are authorized to participate in the shareholders' general meeting, as well as about the order of execution of this right is advised to them not later than seven days after the resolution is adopted which engendered the Company's right to require shares buyout.

4.12. The shareholder's written notice about his wish to buy out his shares is sent to the Company with indication of his residence (location) and number of shares he wishes to buy out.

4.13. Shareholders' buyout requests should be sent to the Company not later than 45 days after the appropriate resolution is adopted by the shareholders' general meeting. After this period the Company must buy out the shares from shareholders who sent their buyout requests within 30 days.

4.14. The Company buys out the shares for price indicated in the notice about the general meeting, with its agenda comprising issues, which, being voted upon, may engender the right to require the Company to buy out the shares according to these Articles and Russian Law.

4.15. Total amount of funds directed by the Company to buy out the shares cannot exceed 10 percent of the Company's net asset value as of the date of adopting the resolution that engendered the shareholders' right to require the Company to buy out their shares.

4.16. In case the total number of shares required to be bought out exceeds the number of shares that may be bought out by the Company according to the above limitation the shares are bought out from the shareholders pro rata the requests received.

4.17. Shares bought out by the Company in case of its reorganization are subject to redemption at the time they are bought out. Shares bought out by the Company in other cases become its property.

4.18. The above shares do not grant any right of vote, they are not considered when votes are counted, and collect no dividends.

4.19. Such shares are to be sold at their market price not later than one year after they were bought out; otherwise the shareholders' general meeting adopts a resolution to decrease the Company's authorized share capital by redeeming the above shares.

4.20. Market price of the property including price of the shares or other securities of the Company, is the price agreed between the Seller who is completely aware of the property's price and has no obligations to sell it, and the Buyer who is completely aware of the property's price and has no obligations to buy it.

4.21. Property market price is determined by the Board of Directors unless otherwise prescribed by appropriate Russian legal acts.

4.22. In case any person interested in concluding one or several transactions, where estimation of market price of the property is required, is a member of the Company's Board of Directors, then the property market price is estimated by resolution of the Company's Directors not interested in concluding the above transaction.

4.23. An independent evaluator (auditor) may be engaged to estimate the property market price.

4.24. Engaging an independent auditor to estimate the property market price is obligatory in case the Company buys out from its shareholders their shares according to Clause 4.11 of these Articles.

4.25. In case the property to be estimated consists of shares or other securities, purchase, offer or demand price of which is periodically published in press, then an independent evaluator is not necessary and during estimation of the market price of such securities this purchase, offer or demand price is to be considered.

4.26. Privileged shares grant no vote in the Company unless otherwise provided by the Law.

4.27. Privileged shares grant their holder a beneficial right to obtain dividends.

4.28. Shares are paid by shareholders in rubles, foreign currency or by transfer to the Company of buildings, facilities, equipment or other material values, rights to use land and other natural resources as well as property rights (including rights to intellectual property).

4.29. Price of the property contributed for payment of shares at the foundation of the Company is estimated upon agreement between the founders. When additional shares are paid with means other than cash funds, the price of the property contributed for payment of shares is determined by the Company's Board of Directors in accordance with the Joint Stock Companies Federal Act.

4.30. Share price is expressed in rubles, regardless of the form the property is contributed in.

4.31. In case property is transferred to the Company on a temporary basis, the amount of this contribution and, correspondingly, the contributor's share are calculated based on the lease payment for this property for the transfer period, but not longer than the regulatory property service life, with deduction of actual years worked before the property was transferred to the Company.

4.32. Shareholders holding ordinary shares have a beneficial right to acquire shares alienated by the Company's shareholders, and are entitled to purchase them during timeframes determined by existing legislation.

4.33. In case shareholders do not use or do not wish to use their right of shares beneficial acquisition the right is transferred to the Company.

4.34. This right grants beneficial acquisition of shares offered by any shareholder or shareholders for sale on other equal conditions offered to any other buyer or buyers.

4.35. The Company may increase its authorized share capital if all previously issued shares are paid for.

4.36. Share capital increase is decided by the Shareholders' General Meeting.

4.37. Share capital increase may be executed by issue of new shares, bonds exchange for shares or increase of shares par value.

4.38. Authorized share capital increase to cover any losses is inadmissible.

4.39. Upon resolution of the Shareholders' General Meeting, the Company may decrease its share capital by decreasing the shares par value, or by purchase and redemption of part of shares in order to reduce their total number.

4.40. State registration of any changes in the Company's Articles of Association related to decrease of the Company's share capital is executed subject to availability of evidence of notification to creditors as prescribed by existing legislation.

4.41. Shareholders are informed about any changes in share capital by the Company's executive authority by registered mail.

4.42. Date of any shareholder being informed is the date when he receives the appropriate notice, according to the receipt.

4.43. Privileged shares are allocated as prescribed by existing legislation.

4.44. In order to attract any additional funds the Company, upon resolution by the Board of Directors, may issue bonds to be distributed among legal entities and physical persons.

4.45. Bonds issue is only admitted after all shares issued by the Company are fully paid.

4.46. Bonds issue to form and replenish the share capital is inadmissible.

4.47. The Company may issue registered and holder bonds. Bonds of all kinds are paid for in rubles and, if prescribed by special issue terms, in foreign currency.

4.48. Regardless of the bond payment currency, its price is expressed in rubles.

4.49. Types of bonds being issued, amount of annual bond interest and redemption timeframes are determined by the issue terms.

4.50. The Company remunerates bond holders its par value within the timeframe described in it; it also pays out the fixed portion of its par value as described in the bond (except for any issue of purpose bonds indicating the coverage property).

4.51. Timeframe and frequency of interest payment are indicated in the bond.

4.52. Shares movement is registered in the Company Shareholders' Register kept as required by existing Russian legislation.

4.53. Shares transfer from one holder to another is registered by entering an appropriate record into the Company Shareholders' Register. The Company ensures keeping and storage of the Company Shareholders' Register as required by legal acts of the Russian Federation.

4.54. The Company is the holder of the Shareholders' Register.

5. Management Bodies

The management bodies of the Company shall be:

Shareholders' General Meeting

Board of Directors

General Director

Shareholders' General Meeting

5.1. Shareholders' General Meeting shall be the supreme management body of the Company.

5.2. Company shall hold a Shareholders' General Meeting annually-the Annual General Meeting.

5.3. The Annual General Meeting (AGM) shall be held within 2 to 6 months after the end of the Company's fiscal year.

5.4. The AGM shall make decisions on Board of Directors and Auditing Commission election, approval of the Company's Auditors, review the Company Annual Report submitted by the Board of Directors, approve Annual Financial Statements and Annual Financial Accounts, including Profit and Loss Accounts and Profit (payment/announcement of dividends) and Loss Distribution Accounts for the end of each fiscal year.

5.5. Shareholders' General Meetings other than AGMs shall be extraordinary.

5.6. The date and procedures for Shareholders' General Meeting, notification of Shareholders, list of documents and information for review shall be set out by the Board of Directors.

5.7. Voting at Shareholders' General Meeting shall be based on the «one share - one vote» principle, except cumulative voting to elect members of the Board of Directors and Auditing Commission.

5.8. Voting for General Meeting Agenda shall be held by voting bulletins.

5.9. The form and wording of the voting bulletin shall be approved by the Board of Directors.

5.10. Voting bulletins shall be issued to a Shareholder (or his representative) registered to participate in a General Shareholders' Meeting.

5.11. Voting bulletin shall contain:

5.11.1. full trade name and location of the Company;

5.11.2. form of the General Meeting (meeting or absent vote);

5.11.3. date and time of the General Meeting and, if the General Meeting is carried out in the form of absent voting, voting bulletins submission date and postal address where completed bulletins are to be sent;

5.11.4. wording of resolutions for each matter (name of each candidate) for which the voting bulletin is intended;

5.11.5. voting answers for each matter of the agenda in the form of «in favour of», «against», «abstained from»;

5.11.6. note on necessity for each voting bulletin be signed by a Shareholder.

5.12. When voting is held to elect a member of the Board of Directors or Auditing Commission, the bulletin shall contain details on candidates including their full names.

5.13. Upon results of voting the Company Returning Board shall form minutes on voting results signed by members of the Returning Board.

5.14. The voting minutes shall be attached to the General Meeting Minutes.

5.15. Voting results shall be delivered to Shareholders after closing of a General Meeting.

5.16. The following matters shall be in the competence of Shareholders' General Meeting:

5.16.1. amendments and additions to the Articles or approval of the Articles' new edition,

5.16.2. reorganization of the Company;

5.16.3. liquidation of the Company, appointment of the Liquidation Commission, approval of intermediate and final liquidation balance sheets;

5.16.4. determination of number of the Board of Directors' members, their election, early termination of their authorities;

5.16.5. number, par value and category (type) of shares declared and rights peculiar to the shares;

5.16.6. increase of the Company's share capital by a higher par value or additional issue of shares;

5.16.7. decrease of the Company's share capital by a lower par value or number of shares using the Company buyout or deletion of shares paid or bought out by the Company;

5.16.8. election of the Auditing Commission and early termination of its authority;

5.16.9. approval of the Company's Auditors;

5.16.10. approval of Annual Financial Statements and Annual Financial Accounts, including Profit and Loss Accounts and Profit (payment/announcement of dividends) and Loss Distribution Accounts for the end of each fiscal year;

5.16.11. election of the Returning Board and early termination of its authority;

5.16.12. procedure for holding General Shareholders' Meeting;

- 5.16.13. share splitting or consolidation;
- 5.16.14. approval of transactions pursuant to Chapter 11 hereof,
- 5.16.15. approval of large-scale transactions pursuant to Chapter 10 hereof,
- 5.16.16. the Company's buyout of placed shares as set forth in the Joint Stock Companies Federal Act;
- 5.16.17. participation in holdings, financial and industrial groups, associations and other structures of commercial institutions;
- 5.16.18. approval of internal documents regulating activity of the Company's bodies;
- 5.16.19. other matters envisaged by the Joint Stock Companies Federal Act.
- 5.17. Decisions on the matters specified in Clauses 5.16.2; 5.16.6; 5.16.13 - 5.16.18 shall only be made by General Meeting following the proposal from the Board of Directors.
- 5.18. General Meeting shall be considered valid if Shareholders participating in it have more than 50% of votes in aggregate.
- 5.19. Decisions on the matters specified in subclauses 5.16.1 - 5.16.3, 5.16.5 and 5.16.16 of Clause 5.16 hereof shall be made by the General Shareholders' Meeting by majority of 3/4 of Shareholders' votes - holders of voting shares who participate in the Shareholders' Meeting.
- 5.20. When quorum for General Meeting is not available a new date for a recurring General Shareholders' Meeting shall be advised.
- 5.21. The agenda for the recurring General Shareholders' Meeting shall not be changed.
- 5.22. The recurring General Shareholders' Meeting held instead of a void one shall be valid if Shareholders (or their representatives) with more than 30% of votes of the Company's allocated voting shares have participated in the Meeting.
- 5.23. Notice on a recurring General Shareholders' Meeting shall be delivered in accordance with requirements of the Joint Stock Companies Federal Act.
- 5.24. The List of Shareholders entitled to participate in a General Shareholders' Meeting shall be compiled according to records of the Shareholders' Register as of the date determined by the Board of Directors.
- 5.25. The List of Shareholders compilation date shall not be earlier than the date of the decision on holding a General Shareholders' Meeting and more than 50 days prior to the Meeting date.
- 5.26. The List of Shareholders shall contain the name of each shareholder, information necessary for his identification, number and category (type) of shares with voting rights, postal address in the Russian Federation, where the General Shareholder's Meeting notice, voting bulletins, if appropriate, and voting report be delivered.
- 5.27. The procedure for decision on a General Shareholders' Meeting procedure shall be set out in the General Shareholders' Meeting Schedule approved by the General Shareholders' Meeting.
- 5.28. Decisions made by the General Shareholders' Meeting and voting results shall be announced at the same General Shareholders' Meeting or advised to Shareholders not later than 10 days after issue of voting minutes in the form of a voting results report as prescribed for the General Shareholders' Meeting notice.
- 5.29. When arranging a General Shareholders' Meeting, the Board of Directors shall determine:
 - 5.29.1. form of the General Shareholders' Meeting (meeting or absent voting);
 - 5.29.2. date, venue and time of the general Shareholders' Meeting and, if the General Meeting is carried out in the form of absent voting, the final voting bulletins submission date and postal address where completed bulletins are to be sent;
 - 5.29.3. agenda of the Meeting;
 - 5.29.4. procedure of the General Shareholders' Meeting notification to Shareholders;
 - 5.29.5. date for compiling the List of Shareholders participating in the Meeting;
 - 5.29.6. list of documents (materials) to be distributed among Shareholders prior to the Meeting and procedure of their provision;
 - 5.29.7. form and wording of voting bulletins.
- 5.30. The notice on the General Shareholders' Meeting is to be made not later than 20 days, and the notice on the General Shareholders' Meeting, where reorganization of the Company is to be discussed, not later than 30 days prior to its date. Such notice shall specify:
 - 5.30.1. full Company name and location;
 - 5.30.2. form of the General Shareholders' Meeting (meeting or absent voting);
 - 5.30.3. date, venue and time of the general Shareholders' Meeting and, if the General Meeting is carried out in the form of absent voting, the final voting bulletins submission date and postal address where completed bulletins are to be sent;
 - 5.30.4. date for compiling the List of Shareholders participating in the Meeting;
 - 5.30.5. agenda of the Meeting
 - 5.30.6. procedure for familiarization of Shareholders with documents (materials) to be distributed among Shareholders prior to the Meeting and an address (addresses), where Shareholders can be advised of such information.
- 5.31. Shareholder(s) of the Company who has (have) more than 2% of voting shares of the Company shall have the right to make proposals to an AGM agenda and to propose candidate(s) be elected to the Company's Board of Directors, Auditing Commission and Returning Board. The number of such Candidates shall not exceed the total number of members of these bodies. Such proposals shall be made within 30 days after the end of the Company's fiscal year.
- 5.32. A proposal to be included in a General Shareholders' Meeting agenda and a proposal on candidates shall be advised in writing. Such notices shall specify name(s) of Shareholder(s) making proposals, number and category of his (their) shares and be signed by the Shareholder(s).
- 5.33. When candidates are proposed for election to the Board of Directors and Auditing Commission including self-proposed candidates, the notice shall specify the candidate's name (if he is a Shareholder of the Company), name of the

Company body, proposed for him, number and category of his shares, names of Shareholders proposing him, and number and category of their shares.

5.34. The Board of Directors shall consider the proposals and make decision whether to include them into the General Shareholders' Meeting agenda or reject them within 5 days after the timeframe specified in Clause 5.31 hereof.

5.35. A matter or candidates proposed by Shareholder(s) shall be included in the agenda or candidates voting list provided that:

Shareholder(s) comply with the date specified in Clause 5.31 hereof,

Shareholder(s) own the number of shares pursuant to Clause 5.31 hereof,

proposals comply with the requirements of Clauses 5.32 and 5.33 hereof,

proposals made to the General Shareholders' Meeting agenda are within his competence and (or) comply with requirements of the Joint Stock Companies Federal Act and other legal acts of the Russian Federation.

5.36. A reasonable decision of the Board of Directors to reject a proposal on the General Shareholders' Meeting agenda or on a candidate shall be sent to the Shareholder(s) within 3 days of the decision date.

5.37. A General Shareholders' Meeting shall have no right to pass resolutions on matters beyond the agenda or to change the agenda.

5.38. An extraordinary General Shareholders' Meeting shall be held under the Board of Directors' decision and its initiative, or a demand of the Company's Auditing Commission, Auditors, or Shareholder(s) with more than 10% of the Company's voting shares.

5.39. The demand for the extraordinary General Shareholders' Meeting shall specify the matters to be included into the agenda.

5.40. The Board of Directors shall have no right to change the wording of the proposed matters on the agenda, if the extraordinary General Shareholders' Meeting is held under the demand from the Company's Auditing Commission, Auditors or Shareholder(s) with more than 10% of the Company's voting shares.

5.41. If this demand comes from a Shareholder(s) it shall specify the name(s) of the Shareholder(s) and number and category of his(their) shares.

5.42. The demand for the extraordinary General Shareholders' Meeting shall be signed by the demanding person (persons).

5.43. The Board of Directors shall make decision on holding or rejection of an extraordinary General Shareholders' Meeting under the demand of the Company's Auditing Commission, Auditors or Shareholder(s) with more than 10% of the Company's voting shares within 5 days from the date of demand.

5.44. The decision to reject an extraordinary Meeting under the demand of the Company's Auditing Commission, Auditors or Shareholder(s) with more than 10% of the Company's voting shares may be taken provided that:

5.44.1. the procedure for demand of a General Shareholders' Meeting set forth herein is not followed;

5.44.2. Shareholder(s) demanding an extraordinary General Shareholders' Meeting does not own 10% of the Company's voting shares;

5.44.3. none of the matters proposed on the agenda of the extraordinary General Shareholders' Meeting belong to its authority;

5.44.4. matter proposed on the agenda does not meet requirements of these Articles or legal acts of the Russian Federation.

5.45. A General Shareholders' Meeting resolution may be adopted without an actual meeting (joint attendance of Shareholders for discussion of matters on the agenda and decision-making on the matters for voting) by absent voting.

5.45.1. Such voting shall not be arranged on the matters specified in Clause 5.4 hereof.

5.45.2. Absent voting shall be held with voting bulletins pursuant to Clause 5.11 hereof.

5.45.3. A General Shareholders' Meeting resolution adopted by absent voting shall be valid if Shareholders with more than 1/2 of the voting shares in aggregate took part in the voting.

5.45.4. Upon results of voting the Returning Board shall prepare voting minutes signed by members of the Returning Board. The voting minutes shall be attached to the General Meeting minutes.

5.46. The Board of Directors' reasonable decision to hold an extraordinary General Shareholders' Meeting or to reject it shall be advised to demanding persons within 3 days of the decision date.

Such notice shall specify the form of the extraordinary General Shareholders' Meeting (attendance or absent voting) if the demand does not specify it.

5.47. A Shareholder shall have the right to participate in the General Shareholders' Meeting in person or through his representative.

5.48. A Shareholder shall have the right to change his representative or to participate in a General Shareholders' Meeting personally at any time.

5.49. Managers of companies and enterprises which are the Company's Shareholders shall participate in a General Shareholders' Meeting without any proxy.

5.50. Minutes of the General Shareholders' Meeting shall be compiled in two copies within 15 days of its closing.

5.51. Each copy of the minutes shall be signed by the Chairman and Secretary of the General Shareholders' Meeting.

5.52. The minutes of the General Shareholders' Meeting shall specify:

venue and date of the General Shareholders' Meeting;

total number of votes of the Shareholders having voting shares of the Company;

number of votes of the Shareholders participating in the Meeting;

Chairman (presidium) and Secretary names;

Agenda of the Meeting.

5.52.1. The minutes of a General Meeting by correspondence shall be compiled in two copies within 15 days of the deadline for presenting voting bulletins. Each copy of the minutes shall be signed by the Chairman of the Board of Directors and Secretary of the General Meeting.

The minutes shall specify:

venue and date of minutes compilation:

total number of votes of the Shareholders having voting shares of the Company;

number of votes of the Shareholders taking part in absent voting;

agenda

5.53. Minutes of a General Shareholders' Meeting shall contain summary of the speeches, matters voted and voting results, and resolutions adopted by the Meeting.

5.53.1. Minutes of a General Shareholders' Meeting by correspondence shall contain matters voted and voting results, and resolutions adopted by the Meeting.

Board of Directors

5.54. The Company's Board of Directors shall provide general management of the Company's activities excluding matters of the sole authority of General Shareholders' Meeting under the Articles.

5.55. The number of Directors shall be determined by a General Shareholders' Meeting.

5.56. Only Shareholder or his representative who has ordinary shares amounting to at least 1% of the Company's share capital can be a Director.

5.57. The Board of Directors' Members shall be elected by the Annual General Meeting pursuant to laws of the Russian Federation and the Articles for a period of one year and may be reelected without any limitations.

5.58. Elections to the Board of Directors shall be held by a cumulative voting, i.e. each voting share shall have a number of votes equivalent to a total number of the Board of Directors' members.

5.59. A Shareholder shall have the right to vote by his shares exclusively for one candidate or split his votes for several candidates to be elected to the Company' Board of Directors.

5.60. Candidates who received a majority of votes shall be considered to be members of the Board of Directors.

5.61. A General Director of the Company shall not be the Board of Directors' Chairman at one time.

5.62. The General Shareholders' Meeting may take the decision on early termination of the Board of Directors' authority only with respect to all its members.

5.63. The Shareholders' Meeting may increase the number of Directors and elect additional Directors to carry out certain functions if only a current Board of Directors terminates its authority.

5.64. The Company's General Shareholders' Meeting shall determine remuneration for the period of the Board of Directors' responsibilities in accordance with approved Regulations.

5.65. The Board of Directors shall elect its Chairman and one or several Deputy Chairmen for a period of one year.

5.66. The Chairman of the Company's Board of Directors shall be elected by members of the Board of Directors from amongst them by majority of their votes. Votes of dropout directors shall not be taken into consideration. The Chairman of the Board of Directors may be reelected at any time by majority votes of the total number of the Board of Directors' members.

5.67. The Chairman of the Board of Directors shall arrange its activity, convene its meetings and be in the chair at them, arrange minutes compilation, be in the chair at a General Shareholders' Meeting and act on behalf of the Company without any Power of Attorney as follows:

5.67.1. sign on behalf of the Company contracts with the sole executive body and (upon recommendation of the sole executive body) with executive officers directly reporting to the sole executive body;

5.67.2. determine remuneration paid to the sole executive body and executive officers directly reporting to the sole executive body;

5.67.3. approve job requirements to the sole executive body and executive officers directly reporting to the sole executive body;

5.67.4. give disciplinary punishment to the sole executive body;

5.67.5. require at any time the sole executive body and executive officers directly reporting to the sole executive body to provide a report on their activities and/or explanations.

5.67.6. arranges buyout of the Company's shares;

5.67.7. upon decision of the Board of Directors allocate shares of the Company acquired upon decision of the Company's Board of Directors in accordance with the Joint Stock Companies Federal Act;

5.67.8. beforehand approve transactions related to acquisition, alienation and possible alienation of the Company's real estate with value exceeding USD 500,000 (five hundred thousands) at the moment of transaction;

5.67.9. beforehand approve lease or other term-based and general tenancy agreements on the Company's real estate and other property with balance value exceeding equivalent of USD 500,000 (five hundred thousands);

5.67.10. beforehand approve transactions made by the Company's sole executive body with value of 15% to 20% of the balance value of the Company's assets at the moment of transaction;

5.67.11. beforehand approve transactions related to the Company's granting or drawing up loans, credits, guarantees and mortgages exceeding USD 1,500,000 (one million five hundred thousands);

5.67.12. beforehand approve note transactions including the Company's issue of notes, their endorsement, aval, payments exceeding equivalent of USD 500,000 (five hundred thousands);

5.67.13. beforehand approve decisions of the sole executive body on the Company's investments exceeding 5% of the Company's annual turnover in a preceding year;

5.67.14. beforehand approve appointment or termination of authorities of managers of the Company's branches and representative offices by the sole executive body;

5.67.15. make decisions on participation of the Company in other organizations (excluding matters under competence of the General Shareholders' Meeting), including the Company's withdrawal from shareholding (membership etc.); alienation by the Company of all (partial) share holding (capital stock etc.) belonging to the Company; subsequent additional acquisition of shares (capital stock etc.) of organizations where the Company already has a share;

5.67.16. propose candidates on behalf of the Company for executive bodies and matters to agenda of organizations where the Company is a member (has a share, has share holding etc.);

5.67.17. appoint persons representing the Company at shareholders' (members') meetings where the Company is a member (has a share, has share holding etc.).

5.68. Upon decision by the Chairman of the Company's Board of Directors matters within his competence may be delegated for decision-making to the Company's sole executive body.

When the Chairman of the Company's Board of Directors is not available one of the Deputy Chairmen shall carry out his functions upon his resolution or, upon resolution of the Board of Directors, one of the Board of Directors' members if no Deputy Chairman is available. The Deputy Chairman or the Board of Directors' member acting as the Chairman shall have the right to make decisions on matters under competence of the Chairman of the Board of Directors specified in Clauses 5.67.1-5.67.17 hereof only on the basis of a Power of Attorney issued by the acting Chairman of the Board of Directors.

5.69. Meetings of the Board of Directors shall be convened by the Chairman under his initiative or a demand from a member of the Board of Directors, Auditing Commission or Auditors, or General Director of the Company.

5.70. The procedure for convening and holding the Company's Board meetings shall be established by the Company's Articles of Association and the Board of Directors' Regulation.

5.71. Attendance of 1/2 of the Board of Directors' members shall be considered as quorum. Resolutions shall be taken by majority of the members present at the meeting.

5.72. When making resolutions each Board member shall have one vote.

5.73. Transfer by any member of the Company's Board of Directors of his vote to any other person, including other members of the Board of Directors, is not allowed.

5.74. If a resolution receives equal number of votes the vote of the Chairman of the Board of Directors shall be decisive.

5.75. The Board of Directors shall hold meetings when necessary.

5.76. A resolution by the Board of Directors may be passed without holding a meeting (joint attendance of the Board of Directors' members for discussion of matters on the agenda and decision-making on the matters for voting) in a way of absent voting (polling).

5.76.1. Absent voting shall be held using voting bulletins in accordance with Clause 5.11 hereof.

5.76.2. A resolution adopted by absent voting shall be valid if not less than 50% of the Board of Directors' members participate in the voting.

5.76.3. The Company's Returning Board shall prepare voting minutes signed by members of the Returning Board.

5.76.4. These minutes shall be attached to the Board's meeting by correspondence minutes.

5.77. The Board of Directors shall be authorized to take decisions on general management of the Company excluding matters of exclusive authority of the General Shareholders' Meeting pursuant to these Articles.

5.78. The following matters shall be referred to the authority of the Board of Directors:

5.78.1. determination of the Company's priority activities;

5.78.2. convening of the Company's AGM and extraordinary General Shareholders' Meetings;

5.78.3. approval of agenda for a General Shareholders' Meeting,

5.78.4. determination of the date for compiling a List of Shareholders for a General Shareholders' Meeting and other matters related to arrangement and holding of a General Shareholders' Meeting under competence of the Board of Directors;

5.78.5. bringing matters specified in Clause 5.17 hereof for consideration at a General Shareholders' Meeting;

5.78.6. bonds and other securities allocation by the Company;

5.78.7. property price evaluation; allocation and buy-back price evaluation for issued securities as provided by existing laws;

5.78.8. estimation of the property market value in accordance with Clause 4.21 hereof,

5.78.9. buy-back of the Company's shares, bonds and other securities pursuant to the Articles and Russian Law;

5.78.10. executive body formation and early termination of its authorities; determination of its remuneration and fee amounts;

5.78.11. recommendations for remuneration and compensation to be paid to members of the Company's Auditing Commission and Auditors;

5.78.12. recommendations for share dividend and procedure for its payment;

5.78.13. the Company's reserve and other funds utilization;

5.78.14. approval of the Company's internal documents excluding internal documents under the competence of the Company's General Shareholders' Meeting as provided by the Joint Stock Companies Federal Act, and other internal documents of the Company under the competence of the Company's executive body as provided by these Articles;

5.78.15. set-up of the Company's branches and representative offices;

5.78.16. approval of large-scale transactions related to property acquisition or alienation by the Company as provided by Chapter 10 hereof,

5.78.17. approval of transactions as provided by Chapter 11 hereof;

5.78.18. approval of the Company's registrar and a contract with him, and termination of his contract;

5.78.19. other matters provided by the Joint Stock Companies Federal Act.

5.79. Minutes shall be kept at each meeting of the Company's Board of Directors.

5.80. Minutes of the meeting of the Company's Board of Directors shall be compiled within 3 days of the meeting date.

Minutes of the meeting of the Board of Directors held by correspondence shall be compiled in two copies within 3 days of the deadline for presenting voting bulletins. Each copy of the minutes shall be signed by the Chairman of the Board of Directors (or Deputy Chairman) and Secretary of the General Meeting.

5.81. Minutes of a meeting shall specify:

- venue and date of the meeting;
- persons present at the meeting;
- agenda of the meeting;
- matters voted on at the meeting;
- voting results;
- resolutions made.

5.81.1. Minutes of a meeting of the Board of Directors held by correspondence shall specify:

- venue and date of minutes compilation;
- voting persons;
- agenda of the meeting,
- matters voted on at the meeting;
- voting results,
- resolutions made.

5.82. Minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by the meeting chairman who shall be responsible for correctness of the minutes.

Minutes of a meeting of the Board of Directors held by correspondence shall be signed by the Chairman or a Deputy Chairman of the Board of Directors.

Executive Bodies

5.83. The Company's everyday activities shall be managed by the General Director.

The Company's executive body shall arrange implementation of decisions made by the General Shareholders' Meeting and the Board of Directors.

5.84. General Director's rights and responsibilities shall be governed by these Articles, laws of the Russian Federation and the General Director's Job Description. In addition rights and responsibilities of General Director shall be regulated by the Company employment contract concluded with him. The General Director's employment contract shall be signed by the Chairman of the Board of Directors.

5.85. General Director.

5.85.1. General Director shall have the authority over all the matters of managing Company's everyday activities excluding matters of the sole authority of the General Shareholders' Meeting and the Board of Directors.

5.85.2. General Director shall without any Power of Attorney act on behalf of the Company, inter alia, represent its interests, conclude transactions on its behalf, approve organization and number of personnel, issue orders and give instructions within his authority, which shall be mandatory for implementation by all Company employees.

5.85.3. General Director's authority shall include but not limited to the following:

To act on behalf of the Company without any Power of Attorney and to delegate his authorities to the Company divisions' managers in a way of issuing powers of attorney or orders.

To issue (approve) orders and other regulatory or administrative documents referred to his authority and mandatory for implementation by the Company employees.

To approve organizational structure of the Company's divisions.

To sign (approve) employment contracts and appropriate orders, divisions regulations and job descriptions of all Company employees.

To conclude any civil transactions amounting up to 25% of the Company's assets balance value at the date of transaction, to manage property of the Company unless such transactions are within competence of the General Shareholders' Meeting, the Board of Directors or other executive officers, whose authority shall be specially specified under authorities assignment contained in the Articles, job descriptions, powers of attorney, orders etc.

To approve lists of commercially sensitive or confidential information of the Company.

To represent the Company in any Russian or foreign organizations or institutions.

To sign any documents (letters, faxes etc.) on the matters within his competence on behalf of the Company.

To grant financial obligations on behalf of the Company amounting up to 25% of the Company's assets balance value as of the date of such obligation.

To take disciplinary actions against Company employees in accordance with the existing law.

To give an incentive to Company employees in accordance with current provisions on motivation and authority distribution between the Company's top level management.

5.86. When carrying out their rights and responsibilities the Board of Directors' members, and General Director shall pursue the Company's interests and carry out their rights and responsibilities in good faith and reasonably.

5.87. The Board of Directors and General Director shall be liable to the Company for losses inflicted to the Company by their faulty actions (omissions) unless other reasoning and liability are provided for in federal laws of the Russian Federation. The Board of Directors' members, who voted against the decision that caused the loss or who did not take part in the voting shall not be liable. When measuring cause and range of liability to be attributed to the Board of Directors' members or General Director, usual business practices and other important circumstances shall be considered.

5.88. If several persons are liable under this Clause, their liability to the Company shall be joint.

5.89. A company or Shareholder(s) holding at least 1% of the Company's allocated ordinary shares shall have the right to submit a claim to a court against any member of the Board of Directors, or General Director to recover losses inflicted to the Company in the cases specified above.

6. Auditing Commission and Audit

6.1. Oversight of business activities of the Company shall be carried out by the Auditing Commission elected by the General Shareholders' Meeting in accordance with these Articles.

6.2. Activities of the Auditing Commission shall be set forth in the Company's internal document approved by the General Shareholders' Meeting.

6.3. Audit of the Company's business activities shall be carried out upon performance of the Company for a year and at any other time following the Auditing Commission's initiative, a resolution by the General Shareholders' Meeting or the Board of Directors or upon demand of the Company's shareholder(s) holding in aggregate at least 10 per cent of the Company's voting shares.

6.4. Upon request of the Auditing Commission executive officers of the Company shall provide documentation relating to business activities of the Company.

6.5. The Auditing Commission shall have the right to call an Extraordinary General Shareholders' Meeting.

6.6. Members of the Auditing Commission shall not be members of the Company's Board of Directors or the Company's executive officers at the same time.

6.7. Shares held by members of the Board of Directors or executive officers of the Company shall not participate in voting during election of the Auditing Commission members.

6.8. Auditors of the Company may audit the Company's business activities in accordance with the Company's Articles and legal acts of the Russian Federation based on a contract concluded with the Company.

6.9. The General Shareholders' Meeting shall approve the Company's Auditors. Remuneration for services provided shall be determined by the Company's Board of Directors.

6.10. A contract with the Auditors shall be signed by the Chairman of the Board of Directors subject to approval by the Board.

6.11. The Auditing Commission shall report its findings to the General Meeting and Inform the Board of Directors.

6.12. Based on results of the Company's audit, the Auditing Commission or Auditors of the Company shall draw up a report:

confirming the accuracy of the data contained in financial statements and other documents of the Company;
providing information about any deviations from due accounting practices and financial statements provision procedures specified in legal acts of the Russian Federation and the Company's regulations, as well as any deviations from legal acts of the Russian Federation and the Company's regulations concerning the Company's business activities.

6.13. The Auditing Commission shall draw up its opinion on annual financial accounts and balance sheet.

6.14. The General Shareholders' Meeting shall not have the right to approve the balance sheet without the opinion formed by the Auditing Commission.

6.15. The Auditing Commission must demand to call an Extraordinary General Shareholders' Meeting in the event of any threat to the material interests of the Company or malpractices on the part of the Company's executive officers.

6.16. For the purposes of control over the foreign economic activities of the Company, the Auditing Commission shall have the right to contract independent auditors.

7. Rights and Responsibilities of Shareholders

7.1. Shareholders of the Company may be individuals and legal entities holding one or more duly registered Company shares (ordinary or preference).

7.2. Each ordinary share of the Company gives its holder an equal scope of rights in respect of ordinary shares. Each preference share of the Company gives its holder an equal scope of rights in respect of preference shares.

7.3. Shareholders shall have the following rights:

7.3.1. Ordinary Shareholders of the Company, pursuant to the Federal Law and the Articles, shall have the right to vote at the Shareholders' General Meeting on all matters within its competence and receive dividends and receive part of the property of the Company in case of liquidation.

7.3.2. Preference Shareholders do not have voting rights at the General Shareholders' Meeting.

7.3.3. Preference Shareholders shall have the right to vote at the General Shareholders' Meeting on matters involving reorganisation or liquidation of the Company.

7.3.4. Preference Shareholders shall obtain the right to vote at the General Shareholders' Meeting on matters involving amendments or additions to the Articles, which restrict the rights of the Preference Shareholders.

7.3.5. A Shareholder shall have the right to obtain information from the Company regarding his inclusion in the list of shareholders, which have the right to attend the General Shareholders' Meeting.

7.3.6. Any Shareholder shall have the right to take legal action against any resolution approved by the General Shareholders' Meeting, in case there is a violation of requirements set out by the Russian Law or the Articles and he has not participated in the General Shareholders' Meeting or voted against such resolution, which adversely affected his lawful rights and interests.

7.3.7. Any Shareholder shall have the right to attend the General Shareholders' Meeting in person or by proxy through his representative. A Shareholder may at any time replace his representative at the General Shareholders' Meeting or participate in it personally.

7.3.8. A Shareholder shall have the right to review and obtain for a fee copies of the following documents of the Company:

the Company's Articles of Association;

duly registered amendments and additions to the Articles;
 the resolution to establish the Company;
 the State Registration Certificate of the Company;
 documents confirming the Company's title to its assets;
 internal documents of the Company approved by the General Shareholders' Meeting, Board of Directors, and General Director of the Company;
 regulations on a subsidiary or representative office of the Company;
 annual financial statement;
 prospectus of issue of Company shares;
 accounting records and reports;
 minutes of the General Shareholders' Meetings, meetings of the Board of Directors and Auditing Commission of the Company;
 voting bulletins and proxies (their copies) for participation in the General Shareholders' Meeting;
 reports of independent evaluators;
 the list of the Company's affiliates indicating the number and type of their shares;
 reports prepared by the Company's Auditing Commission, independent auditors, and federal and local tax authorities;
 other documents, provided for by the Russian Law, the Articles, internal documents of the Company, resolutions of the General Shareholders' Meeting and the Board of Directors.

7.3.9. The fee shall be determined by the Company.

7.3.10. Shareholders shall have the right:

- to receive in due course a share in profits (dividends) of the Company;
- to have priority in receiving products and services supplied by the Company;
- to receive confirmation of their shareholding status within established period;
- to have transactions involving Company shares duly registered;
- to receive, in case of liquidation of the Company, a part of its property remaining after settlement with creditors or its value;
- to have priority in acquisition of shares sold by other Shareholders or additionally issued by the Company.

7.3.11. Voting Shareholders shall have the right to demand the Company to buy back all or part of their shares in case of:

- any reorganisation of the Company or any large transaction approved by the General Shareholders' Meeting, if they voted against such reorganisation or transaction or did not vote on such matters;
- introduction of any amendments or additions to the Articles or approval of the revised Articles, which limit their rights, if they voted against such resolution or did not vote at all.

7.4. Shareholders shall be obliged to:

7.4.1. comply with the Articles and actively assist the Company in its business;

7.4.2. pay for the shares provided for by the Articles in due course asset out by relevant documents of the Company;

7.4.3. not disclose confidential information about activities of the Company (commercial secrets);

7.4.4. enter into agreements with the Company to support its business.

7.5. Shareholders shall be liable for the damage to the Company brought about through their fault. Shareholders shall be liable for the obligations of the Company limited to their shareholding in the Company, unless otherwise provided by the Russian law.

7.6. Shareholders shall not be held liable for the events, which resulted from any circumstances beyond their control. Shareholders shall not have the right to demand of their contributions from the Company except when provided for by the Russian law.

8. Accounting and Reporting

8.1. The Company's financial year shall commence on 1 January and end on 31 December of each calendar year.

8.2. Accounting and reporting including statistical reporting shall be performed by the Company as set out by the existing Russian laws and regulations.

8.3. Responsibility for the accounting arrangements and accuracy of the accounting data in the Company, and for timely submission of annual reports and other financial statements to relevant authorities, and for timely provision of information about activities of the Company to Shareholders, creditors and mass media, shall remain with the General Director of the Company.

8.4. Within six months following the end of the financial year executive bodies of the Company shall submit an annual activity report and balance sheet to the General Shareholders' Meeting for review.

8.5. Accuracy of data contained in the Company's annual report, balance sheet, profit and loss account should be confirmed by the Auditing Commission.

8.6. Bad debts, inventory shortages and losses, worn-out equipment and costs relating to stopped or unfinished construction projects may be written off by the decision of the Company's General Director.

8.7. The Company shall keep at its principal place of business all documents required by relevant Russian regulations.

8.8. Provision of information relating to the above documents shall be done as provided for by existing Russian laws.

9. Reorganisation and Liquidation

9.1. The Company may be reorganised or liquidated as provided for by the Russian laws.

9.2. The decision on voluntary reorganisation or liquidation of the Company maybe only made by the General Shareholders' Meeting upon proposal by the Board of Directors.

9.3. The proposal made by the Board of Directors shall be justified and contain conditions and procedures for reorganisation or liquidation of the Company.

10. Significant Transactions

10.1. The following transactions shall be considered to be significant ones:

10.1.1. a transaction (including a loan, credit, mortgage or guarantee) or several related transactions involving direct or indirect acquisition or disposal by the Company of property valued at more than 25% of the Company's balance value of assets in accordance with its accounts as of the last reporting date, except for transactions made in the normal course of business;

10.1.2. a transaction or several related transactions involving placement through subscription (disposal) of ordinary shares or transactions involving placement of issuing securities convertible into ordinary shares.

10.2. The value of the property being the subject of the significant transaction shall be determined by the Board of Directors in accordance with Clauses 4.21-4.25 of these Articles.

10.3. Decision to approve a significant transaction involving property valued at 25% to 50% of the Company's balance value of assets shall be subject to the unanimous vote of the Board of Directors. Votes of discharged members of the Board of Directors shall not be taken into account.

10.4. If the Board of Directors fails to reach the unanimous decision on the proposed significant transaction, the Board of Directors may decide to submit the matter to the General Shareholders' Meeting for consideration.

10.5. Decision to approve a significant transaction involving property valued at over 50% of the Company's balance value of assets shall be made by the General Shareholders' Meeting subject to the 3/4 majority vote of voting Shareholders participating at the General Shareholders' Meeting.

11. Interest in Transactions Concluded by the Company

11.1. A member of the Board of Directors, an officer holding a position in other management bodies of the Company, a Shareholder (Shareholders) holding together with his affiliated person(s) 20% or more of the Company's voting shares, and other persons with the right to give binding orders to the Company shall be recognized as persons interested in a transaction concluded by the Company if the above persons, their spouses, parents, children, brothers and sisters including stepbrothers and stepsisters, and adoptive parents and adopted children and all their affiliated persons:

are a party or beneficiary to such transaction or act as a representative or intermediary in respect of such transaction;

hold (separately or in aggregate) 20% or more of the voting shares of a legal entity being a party or beneficiary to such transaction or acting as a representative or intermediary in respect of such transaction;

are officers of a legal entity being a party or beneficiary to such transaction or acting as a representative or intermediary in respect of such transaction.

11.2. The above persons should make available to the Board of Directors, Auditing Commission and independent auditors of the Company any information about:

any legal entities where they hold personally or together with their affiliated persons 20% or more of the voting shares;

any legal entities where they hold positions as officers; any known, pending or proposed transactions in respect of which they may be deemed interested persons.

11.3. Decision to conclude a transaction when there is an interested person as described above, shall be made by majority votes of members of the Board of Directors who are not interested in the transaction.

11.4. An independent director is a member of the Board of Directors who has not been within one year preceding the decision:

a person performing functions of the General Director of the Company;

a person, whose spouse, parents, children, brothers and sisters including stepbrothers and stepsisters, and adoptive parents and adopted children are officers in the Company's management bodies;

an affiliated person of the Company excluding the Board of Directors.

11.5. Decision to conclude a transaction when there is an interested person as described above, shall be made by the General Shareholders' Meeting by a majority of Shareholders who are not interested in such transaction, in the following cases:

when the value (property acquisition offer price) of property being the subject of the transaction or several related transactions according to accounting records of the Company exceeds 2% of the Company's balance value of assets in accordance with its accounts as of the last reporting date, except for transactions provided for in paragraphs 3 and 4 of this Clause;

when the transaction or several related transactions involve placement, through subscription or disposal, of voting shares of the Company amounting to over 2% of ordinary shares previously placed by the Company and ordinary shares, into which previously placed issued securities convertible into shares may be converted;

when the transaction or several related transactions involve placement through subscription of issued securities convertible into shares, which may be converted into ordinary shares amounting to over 2% of ordinary shares previously placed by the Company and ordinary shares, into which previously placed issued securities convertible into shares may be converted.

11.6. A transaction, when there is an interested person as described above, shall not require an approval by the General Shareholders' Meeting as provided for in Clause 5.16.16 hereof in cases set forth in the Joint Stock Companies Federal Act.

11.7. If all members of the Company's Board of Directors are deemed interested persons as described above and/or are not independent directors, the transaction may be approved by a resolution of the General Shareholders' Meeting by the majority vote of non-interested Shareholders.

11.8. If a transaction is a significant transaction while there is an interested person as described above and it involves acquisition or disposal of property by the Company, provisions set out in Chapter 11 of these Articles shall apply.

11.9. When there is an interested person as described above and a transaction has been concluded in violation of requirements set out in Chapter 11 of these Articles, such transaction may be declared void upon claim of the Company or a shareholder.

11.10. An interested person shall be liable to the Company for damages caused by him to the Company.

11.11. When there are several interested persons, they shall be jointly liable to the Company.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 5 avril 2004, réf. LSO-AP00470. – Reçu 68 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(028178.3//854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2004.

EUROCAPITAL HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 99.906.

STATUTES

In the year two thousand four, on the twenty-sixth day of March.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

ATKINS PROPERTIES LIMITED, a limited company incorporated in England, having its registered address at 16 Church Street, Epsom, Surrey KT17 4QB, registered with the Companies House under the registration number 685514, here represented by Maître Cécile Henle, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on February 26, 2004.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association (the Articles of Association) of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a *société à responsabilité limitée*, under the name of EUROCAPITAL HOLDINGS, S.à r.l. (the Company).

Art. 2. The Company is established for an indefinite duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the partner(s) adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 10 hereof.

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may further invest in any real property interests in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager(s).

In the event that the manager(s) determine(s) that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily trans-

ferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The Company's corporate capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.- (twenty-five euro) each, all subscribed and fully paid-up.

The corporate capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the Law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended.

The Company may redeem its own shares. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The Company's decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the partners representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 6. Shares are freely transferable among partners. The share transfer inter vivos to non partners is subject to the consent expressed in an partners' meeting of at least seventy-five per cent of the Company's share capital. In the case of the death of an partner, the share transfer shall be made pursuant to applicable legal provisions.

Art. 7. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and dismissed by general meeting of partners acting on the votes of a majority of the share capital, which determines their powers and the duration of their mandates. The general meeting of partners may at any time and ad nutum (without having to state any reason) revoke and replace the manager(s).

The general meeting of partners shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

Towards third parties, in case of single manager, the manager has the most extensive powers for the ordinary administration of the Company. He may execute any act without exception (other than those acts for which a general meeting is required by law) which are deemed appropriate with regard to the object of the Company. The Company will be bound by the single signature of the sole manager.

In case of plurality of managers, the board of managers is composed of one or several A manager(s) and one or several B manager(s). The A manager(s) and the B manager(s), acting jointly, may execute any act without exception (other than those acts for which a general meeting is required) which are deemed appropriate with regard to the object of the Company. The Company will be bound by the joint signature of at least two managers, of which one must be an A manager and one a B manager.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, another manager of the same category as his proxy. Any manager may participate in a meeting of the board of managers by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. Meetings may further be held by way of conference call only.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by written circular, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 8. In carrying out their mandate, the manager(s) is/are not held personally responsible. As agent(s) of the Company, he/they is/are responsible for the correct performance of his/their duty(ies).

Art. 9. 1. If the Company is composed of a simple partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of the partners.

Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th 1915 on commercial companies are not applicable to that situation.

2. If the Company is composed of several partners, collective decisions are taken by ordinary general or extraordinary general meetings. The convening of general meetings is not necessary for as long as the Company has less than 25 partners. In this case, collective decisions may be taken by circular resolutions.

Every partner may take part in the collective decisions. His number of votes is equal to the number of shares which he owns and he may validly act at the meeting either in person or through a special proxy. If the Company has more than 25 partners, a general meeting must be held at least once a year during a time period determined by the articles. Extraordinary general meetings may be held under circumstances required by law.

Art. 10. Collective decisions are only valid if the votes cast in their favour represent more than half of the share capital. However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by a majority of partners representing three quarters of the share capital, and must be recorded by a notarial deed.

Art. 11. The Company's accounting year begins on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 12. Every year the annual accounts are drawn up by the manager or the board of managers, as the case may be.

Art. 13. The financial statements are at the disposal of the partner(s) at the registered office of the Company.

Art. 14. Five per cent (5%) out of the net profit shall be placed into a legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when this reserve amounts to ten percent (10 %) of the share capital of the Company.

The balance is at the disposal of the partner(s).

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the sole manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers;
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or, in case of plurality of partners, by an extraordinary general meeting of the partners;
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 15. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of any of the partners. The liquidation of the Company, if any, may occur accordingly to provisions of the law.

Art. 16. In the case that the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not be partners and who are appointed by the partners who will specify the powers and remuneration of the liquidators.

Art. 17. If, and as long as one partner holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single partner company, pursuant to article 179 (2) of the law on commercial companies dated 10th August 1915, as amended. In this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. For anything not dealt within the present articles of incorporation, the partners refer to Luxembourg law on commercial companies dated 10th August 1915, as amended.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31st December 2004.

Subscription - Payment

All the 500 (five hundred) shares have been subscribed by ATKINS PROPERTIES LIMITED, prenamed. The subscribed capital has been entirely paid up in cash, so that the amount of EUR 12,500.- is as of now at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000.-).

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

- 1) The registered office is established at 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg.
- 2) The Company will be managed by a two managers.
- 3) The following are appointed as managers for an unlimited duration:
 - Mr Paul Lutgen, born on May 15, 1942 in Consthum, réviseur d'entreprises, with professional address at 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, as A manager of the Company; and
 - Mr Luc Braun, born on September 24, 1958 in Luxembourg, réviseur d'entreprises, with professional address at 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, as B manager of the Company.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with Us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatre, le vingt-six mars.

Par-devant Nous, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ATKINS PROPERTIES LIMITED, une société limitée de droit anglais, établie et ayant son siège social au 16 Church Street, Epsom, Surrey KT17 4QB, enregistrée avec le Companies House sous le numéro 685514, ici représentée par Maître Cécile Henle, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 26 février 2004.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts (les Statuts) comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le(s) souscripteur(s) et tous ceux qui deviendraient associés des parts sociales émises ci-après, une société à responsabilité limitée sous la raison sociale de EUROCAPITAL HOLDINGS, S.à.r.l. (la Société).

Art. 2. La Société est établie pour une période indéterminée. La Société peut être dissoute à tout moment sur décision des associés, statuant comme en matière de modification des statuts dans les conditions édictées à l'Article 10 ci-après.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra également investir dans toute propriété immobilière sous n'importe quelle forme que ce soit. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger peuvent être créés sur simple décision des gérants.

Au cas où les gérants estimeraient que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, toutes souscrites et intégralement libérées.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à tout moment conformément à l'article 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La Société peut racheter ses propres parts sociales. Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables suffisantes sont disponibles au regard du surplus du prix d'achat. La décision de la Société de racheter ses parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et entraînera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Un transfert de parts sociales entre vifs à un eu plusieurs non associés est soumis à l'agrément des associés donné en assemblée des associés représentant au moins soixante quinze pour cent du capital social. En cas de décès d'un associé, le transfert des parts sociales sera réalisé conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gestion. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont només et révoqués par l'assemblée générale des associés représentant au moins la majorité du capital social, cette dernière déterminant ses (leurs) pouvoirs et la durée de son (leurs) mandat(s). L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans devoir justifier d'une raison), révoquer et remplacer le ou les gérants.

L'assemblée générale des associés statue sur la rémunération et les termes du mandat de chacun des gérants.

Vis-à-vis des tiers, en cas de gestion unique, le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour assurer l'administration ordinaire de la société. Il peut exécuter tous actes, sans exception (autres que les actes pour lesquels la loi requiert une assemblée générale), qui semblent appropriés au regard de l'objet de la Société. La Société sera engagée par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion est composé de un ou plusieurs gérants A et de un ou plusieurs gérants B. Vis-à-vis des tiers, les gérant(s) A et les gérant(s) B agissant conjointement peuvent exécuter tous actes, sans exception (autres que les actes pour lesquels la loi requiert une assemblée générale), qui semblent appropriés au regard de l'objet de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle de deux gérants, dont un doit être un gérant de catégorie A et un doit être de catégorie B.

Chaque gérant peut agir à toute réunion du conseil de gestion en nommant par écrit, par télécopie ou câble, télégramme ou télex, un autre gérant comme son fondé de pouvoir. Chaque gérant peut assister et sera considéré comme étant présent à une réunion du conseil de gestion, par conférence téléphonique ou tout autre moyen de télécommunication qui permettra à tous les participants à la réunion de s'entendre et de se parler les uns les autres, et la partici-

pation à une réunion par de tels moyens sera assimilée à une présence physique à une telle réunion. Les réunions peuvent aussi être tenues par simple conférence téléphonique.

Les résolutions approuvées par écrit et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions adoptées lors des réunions des gérants.

Dans ces cas, de telles résolutions ou décisions peuvent être prises expressément, soit en étant formulées dans une résolution circulaire, ou transmise par courrier ordinaire, courrier électronique ou télécopieur, ou par téléphone, téléconférence ou par tout autre moyen de télécommunication approprié.

Pareille résolution écrite pourra être prise dans un seul ou plusieurs documents séparés ayant tous le même contenu.

Art. 8. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction(s) aucune responsabilité personnelle. Comme simples mandataire(s) de la Société, il(s) n'est/ne sont responsable(s) que de l'exécution correcte de son son/leurs mandat(s).

Art. 9. 1. Si la Société est composée d'un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs conférés par la loi à l'assemblée générale des associés.

Les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ne sont pas applicables dans une telle hypothèse.

2. Si la Société est composée de plusieurs associés, les décisions collectives sont prises par assemblées générales ordinaires ou extraordinaires. La convocation des assemblées générales n'est pas nécessaire, si la Société a moins de 25 associés. Dans ce cas, les décisions collectives peuvent être prises par résolution circulaire.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut valablement agir en personne ou par l'intermédiaire d'un mandataire spécial. Si la Société a plus de 25 associés, une assemblée générale devra au minimum être tenue une fois par an à la date déterminée par les Statuts. Des assemblées générales extraordinaires pourront être tenues dans les circonstances requises par la loi.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les votes exprimés en leur faveur représentent plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts, ne pourront être prises que si les votes exprimés en leur faveur représentent au moins les trois quarts du capital social et devront être enregistrés par acte notarié.

Art. 11. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année, le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, établit les comptes annuels.

Art. 13. Les comptes annuels sont à la disposition de(s) l'associé(s) au siège social de la Société.

Art. 14. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net pour la constitution d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire à partir du moment où la réserve légale atteint dix pour-cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde est à la disposition des associés.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance;

2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;

3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes;

4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 15. La Société ne sera pas dissoute par la mort, l'interdiction, la banqueroute ou l'insolvabilité d'un des associés. La liquidation de la Société, le cas échéant, sera faite conformément aux dispositions légales.

Art. 16. Dans l'hypothèse d'une dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 17. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, le(s) associé(s) se réfèrent à la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2004.

Souscription - Libération

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par la société ATKINS PROPERTIES LIMITED, prénommée. Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que le montant de EUR 12.500,- est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentaire, qui le reconnaît expressément.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à environ deux mille euros (EUR 2.000,-).

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1) Le siège social de la Société est fixé au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

2) La Société est administrée par deux gérants.

3) Sont nommés comme gérants pour une durée illimitée:

- Monsieur Paul Lutgen, né le 15 mai 1942 à Consthum, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, comme gérant A de la Société; et

- Monsieur Luc Braun, né le 24 septembre 1958 à Luxembourg, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, comme gérant B de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Henle, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 2004, vol. 20CS, fol. 65, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2004.

A. Schwachtgen.

(027841.3/230/319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

BLICON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 53.207.

L'an deux mille quatre, le trente mars.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BLICON S.A., avec siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon,

inscrite au registre de commerce et des sociétés auprès du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sous le numéro B 53.207,

constituée suivant acte reçu par le notaire Camille Hellinckx, alors de résidence à Luxembourg, en date du 8 décembre 1995, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 84 du 17 février 1996, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par ledit notaire Camille Hellinckx en date du 5 décembre 1996, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 93 du 27 février 1997;

- suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner, de résidence à Sanem, en date du 2 mars 1998, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 427 du 13 juin 1998;

- suivant acte reçu par ledit notaire Jean-Joseph Wagner en date du 7 octobre 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 961 du 15 décembre 1999, et

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 juin 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 815 du 8 novembre 2000,

avec un capital social de quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (45.000.000,- LUF), représenté par quarante-cinq mille (45.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF), entièrement souscrites et libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Elodie Mantilaro, employée privée, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandra Mariani, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Suppression de la valeur nominale des actions.

2.- Décision de modifier la devise d'expression du capital social en Euros avec effet au 1^{er} janvier 2004, de sorte que le capital social s'élève actuellement à un million cent quinze mille cinq cent vingt Euros quatre-vingt-six cents (EUR 1.115.520,86).

3.- Augmentation du capital social à concurrence du montant de quatre cent soixante-dix-neuf Euros quatorze cents (EUR 479,14), pour le porter de son montant actuel de un million cent quinze mille cinq cent vingt Euros quatre-vingt-six cents (EUR 1.115.520,86) au montant de un million cent seize mille Euros (EUR 1.116.000,-) par incorporation à

concurrence du montant de quatre cent soixante-dix-neuf Euros quatorze cents (EUR 479,14) de résultats reportés au 31 décembre 2003.

4.- Fixation d'une nouvelle valeur nominale d'un montant de cent Euros (EUR 100,-) par action, de sorte que le capital social de un million cent seize mille Euros (EUR 1.116.000,-) est divisé en onze mille cent soixante (11.160) actions de cent Euros (EUR 100) chacune.

5.- Fixation d'un capital autorisé d'un montant de trois millions Euros (EUR 3.000.000,-), représenté par trente mille (30.000) actions de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

6.- Autorisation au conseil d'administration de procéder à l'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé pour une durée de cinq (5) ans à partir de la publication du présent acte, suivant les modalités d'usage.

7.- Modification afférente de l'article 3 des statuts.

8.- Mandat au Conseil d'Administration d'exécuter les prédites résolutions.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la devise d'expression du capital social en Euros avec effet au 1^{er} janvier 2004, de sorte que le capital social s'élève actuellement à un million cent quinze mille cinq cent vingt Euros quatre-vingt-six cents (EUR 1.115.520,86).

Troisième résolution

L'assemblée générale décide une augmentation du capital social à concurrence du montant de quatre cent soixante-dix-neuf Euros quatorze cents (EUR 479,14), pour le porter de son montant actuel de un million cent quinze mille cinq cent vingt Euros quatre-vingt-six cents (EUR 1.115.520,86) au montant de un million cent seize mille Euros (EUR 1.116.000,-) par incorporation au capital social de résultats reportés, ainsi qu'il résulte d'un bilan daté au 31 décembre 2003, dûment approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

La disponibilité desdits résultats résulte d'une déclaration faite par les administrateurs de la société confirmant que lesdites réserves n'ont pas été affectées respectivement distribuées et qu'elles existent encore à la date de ce jour.

Ces documents, après avoir été signés ne varietur par le notaire instrumentant et tous les comparants resteront annexés au présent acte avec lequel ils seront enregistrés

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de fixer une nouvelle valeur nominale d'un montant de cent Euros (EUR 100,-) par action, de sorte que le capital social de un million cent seize mille Euros (EUR 1.116.000,-) est divisé en onze mille cent soixante (11.160) actions de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide la fixation d'un capital autorisé d'un montant de trois millions Euros (EUR 3.000.000,-), représenté par trente mille (30.000) actions de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Sixième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé pour une nouvelle durée de cinq (5) ans à partir de la publication du présent acte, suivant les modalités d'usage.

Septième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent l'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article 3 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 3. Le capital social est fixé à un million cent seize mille Euros (EUR 1.116.000,-), divisé en onze mille cent soixante Euros (11.160) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital autorisé est fixé à trois millions Euros (EUR 3.000.000,-), représenté par trente mille (30.000) actions de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital,

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles,
- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue: cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Huitième résolution

Le Conseil d'Administration est mandaté d'exécuter les présentes résolutions et tous pouvoirs lui sont accordés à cet effet.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: J. Lambert, E. Mantilaro, S. Mariani, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 30 mars 2004, vol. 356, fol. 71, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 1^{er} avril 2004.

H. Beck.

(027508.3/201/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

BLICON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 53.207.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 1^{er} avril 2004.

H. Beck.

(027512.3/201/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

S.C.I. PILOLUX, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 26, rue Adolphe.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, le 18 mars 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 mars 2004, volume 20CS, folio 59, case 10, au droit de douze euros,

que les associés de la société civile immobilière S.C.I. PILOLUX, avec siège social à L-1749 Howald, 1, rue Rudy Herber, constituée suivant acte reçu par le prédit notaire Tom Metzler, le 17 janvier 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 224 du 3 juin 2003,

ont pris la résolution suivante:

Résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-1749 Howald, 1, rue Rudy Herber à L-1116 Luxembourg, 26, rue Adolphe et par conséquent de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Le siège social est établi à Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 30 mars 2004.

T. Metzler.

(027466.3/222/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

S.C.I. PILOLUX, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 26, rue Adolphe.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 30 mars 2004.

T. Metzler.

(027468.3/222/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

EAGLE BAY, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 98.916.

L'an deux mille quatre, le dix mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Kim Kaskal, administrateur de société, né à Katarina/Stockholm (Suède), le 18 août 1965, demeurant à Engelbrektsgratan 19, SE-114 32 Stockholm (Suède),

ici représenté par:

Monsieur Eric Leclerc, employé, avec adresse professionnelle au 6A Circuit de la Foire, L-1347 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Stockholm (Suède), le 05 février 2004.

La précitée procuration, après avoir été signée ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée en même temps avec lui.

Laquelle personne comparante, agissant ès-dites qualités, a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Exposé préliminaire

1.- Que suivant contrat de cession de parts sociales dressé sous seing privé à Stockholm (Suède), le 28 janvier 2004, le mandant, Monsieur Kim Kaskal, prénommé, est devenu seul et unique propriétaire de la totalité des cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) ayant appartenues à Monsieur Peter Thelin, ancien associé fondateur et représentatives de l'intégralité du capital social de la société EAGLE BAY, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 2 rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 98.916, constituée suivant acte reçu par le prédit notaire Jean-Joseph Wagner, en date du 23 janvier 2004, en voie de publication au Mémorial C.

Les statuts de la dite Société n'ont pas été modifiés depuis son acte de constitution.

Le prédit contrat de cession de parts sociales dressé sous seing privé, à Stockholm (Suède), le 23 janvier 2004, après avoir été signé ne varietur par la personne comparante et mandataire de l'associé unique, Monsieur Kim Kaskal et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

2.- Que le capital social de la Société EAGLE BAY, prédésignée, s'élève à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) et se trouve représenté comme indiqué ci-avant par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Ceci exposé, l'associé unique, représenté comme il est dit ci-avant et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII (relative aux sociétés à responsabilité limitée) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique, représenté comme il est dit ci-avant, décide d'accepter la cession de parts sociales faite sous seing privé, par Monsieur Peter Thelin, portfolio manager, né à Enskede (Suède), le 19 avril 1956, à Monsieur Kim Kaskal, administrateur de société, né à Katarina/Stockholm (Suède), le 18 août 1965, demeurant à Engelbrektsgratan 19, SE-114 32 Stockholm (Suède), en date du 28 janvier 2004.

Le cessionnaire, Monsieur Kim Kaskal, préqualifié, se trouve subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées à partir du 28 janvier 2004. Il participera aux bénéfices à partir de la même date. Le cessionnaire, par son mandataire susnommé, déclare parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la Société.

Ensuite Messieurs Eric Leclerc et Jos Hemmer, tous deux avec adresse professionnelle au 6A Circuit de la Foire, L-1347 Luxembourg, et agissant en leur qualité de gérant de classe B de la Société, déclarent accepter au nom et pour compte de cette dernière, la cession de parts sociales dressée sous seing privé, en date du 28 janvier 2004 et la considérer comme dûment signifiée à la Société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil et conformément à l'article 190 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède et notamment avec la nouvelle détention des parts sociales, l'associé unique décide de modifier dans les deux versions anglaise et française, l'article six (6) des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

Art. 6. Capital. «The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one hundred (100) shares with a par value of one hundred and twenty-five Euro (125.- EUR) each, fully paid up.

All these shares are owned by Mr Kim Kaskal, company director, born in Katarina/Stockholm (Sweden), on 18, August 1965, residing at Engelbrektsgratan 19, SE-114 32 Stockholm (Sweden).»

Version française:

Art. 6. Capital. «Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Toutes les parts sociales sont détenues par Monsieur Kim Kaskal, administrateur de société, né à Katarina/Stockholm (Suède), le 18 août 1965, demeurant à Engelbrektsgratan 19, SE-114 32 Stockholm (Suède).»

Troisième résolution

L'associé unique, par son représentant susnommé, décide d'accepter, avec effet au 28 janvier 2004, date de la cession de parts sociales, la démission avec décharge de Monsieur Peter Thelin, en tant que gérant de catégorie A et d'assumer lui-même à l'avenir le poste de gérant A, avec les pouvoirs prévus à l'article quinzé (15) des statuts de la Société.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. Leclerc, J. Hemmer, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 mars 2004, vol. 883, fol. 63, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (ff)(signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} avril 2004.

J.-J. Wagner.

(027489.3/239/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

EAGLE BAY, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 98.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} avril 2004.

J.-J. Wagner.

(027490.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

ESFIL - ESPIRITO SANTO FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 46.338.

In the year two thousand and four, on the twenty-sixth of March.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company established in Luxembourg under the denomination of ESFIL - ESPIRITO SANTO FINANCIERE S.A., R. C. Luxembourg B Number 46.338, having its registered office in Luxembourg, organized originally under the denomination of ESPIRITO SANTO FINANCIERE S.A. before Maître Marthe Thyes-Walch, notary residing in Luxembourg, on December 23, 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 131 of April 7, 1994.

The Articles of Incorporation have been amended several times and lastly by a deed of the undersigned notary, dated November 16, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 378 of May 22, 2001.

The meeting begins at 11.30 a.m., Mrs Annie Swetenham, corporate manager, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, being in the chair.

The chairman appoints as secretary of the meeting Ms Anne-Marie Charlier, corporate executive, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

The meeting elects as scrutineer Ms Stéphanie Spinelli, secretary, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the four million and five hundred thousand (4,500,000) shares of fifteen euro (EUR 15.-) each, representing the total capital of sixty-seven million and five hundred thousand euros (EUR 67,500,000.-) are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notices, all the persons present or represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the shareholders all represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is the following:

1. Renewal of the authorisation to the Board of Directors to increase the share capital within the limits of the authorised capital.

2. Information of the death of Mr Mario Augusto Fernandes Cardoso, Director of the Company.

3. Appointment of Mr Jorge Manuel Amaral Penedo, economist, with professional address at 62, Rua de Sao Bernardo, 1249-092 Lisbon, Portugal, as Director.

4. Managers: Resignation with immediate effect of Mr Erich Dähler and cessation of the function of Mr Patrice Binder with effect from 27.02.2004.

5. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting resolves to renew the authorisation given to the Board of Directors to increase the corporate capital by the issue of new shares within the limits of the authorised capital for a new period of five (5) years running

from the date of publishing of the Extraordinary General Meeting of March 26, 2004 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Second resolution

The General Meeting takes note of the death of Mr Mario Augusto Fernandes Cardoso, Director of the Company.

Third resolution

The General Meeting appoints as new Director of the Company Mr Jorge Manuel Amaral Penedo, economist, born on August 7, 1963 in Penamacor, Portugal, with professional address at 62, Rua de Sao Bernardo, 1249-092 Lisbon, Portugal.

His mandate shall expire at the same time as those of the other Directors i.e. at the end of the annual general meeting to be held in 2005

Fourth resolution

The General Meeting accepts the resignation of Mr Erich Dähler as Manager with immediate effect and the cessation of the function of Mr Patrice Binder as Manager with effect from 27.02.2004.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 11.45 a.m. In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatre, le vingt-six mars.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de ESFIL - ESPIRITO SANTO FINANCIERE S.A., R. C. Luxembourg B numéro 46.338, ayant son siège social à Luxembourg constituée originairement sous la dénomination de ESPIRITO SANTO FINANCIERE S.A. suivant acte reçu Maître Marthe Thyges-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 131 du 7 avril 1994.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 378 du 22 mai 2001.

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Madame Annie Swetenham, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne-Marie Charlier, corporate executive, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Stéphanie Spinelli, secrétaire, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les quatre millions cinq cent mille (4.500.000) actions d'une valeur nominale de quinze euros (EUR 15,-) chacune constituant l'intégralité du capital social de soixante-sept millions cinq cent mille euros (67.500.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social dans le cadre du capital autorisé.

2. Information du décès de Monsieur Mario Augusto Fernandes Cardoso, administrateur de la Société.

3. Nomination de M. Jorge Manuel Amaral Penedo, économiste, avec adresse professionnelle au 62, Rua de Sao Bernardo, 1249-092 Lisbonne, Portugal, aux fonctions d'administrateur.

4. Directeurs: Démission avec effet immédiat de M. Erich Dähler et cessation de des fonctions de M. Patrice Binder avec effet au 27 février 2004.

5. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler l'autorisation accordée au Conseil d'Administration d'émettre de nouvelles actions dans le cadre du capital autorisé, pour une nouvelle période de cinq (5) ans commençant à la date de publication de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2004 au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale prend acte du décès de Monsieur Mario Augusto Fernandes Cardoso, administrateur de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale nomme comme nouvel administrateur Monsieur Jorge Manuel Amaral Penedo, économiste, né le 7 août 1963 à Penamacor, Portugal, avec adresse professionnelle au 62, Rua de Sao Bernardo, 1249-092 Lisbonne, Portugal.

Son mandat prendra fin en même temps que ceux des autres administrateurs c.-à-d. à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2005.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission avec effet immédiat de Monsieur Erich Dähler de ses fonctions de Directeur et la cessation des fonctions de Directeur de Monsieur Patrice Binder avec effet au 27 février 2004.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 11.45 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: A. Swetenham, A.-M. Charlier, S. Spinelli, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 2004, vol. 20CS, fol. 64, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2004.

A. Schwachtgen.

(027775.3/230/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

LIFE CARE LUX., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 99.857.

—
STATUTES

In the year two thousand and four, on the twenty-ninth day in the month of March.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

LIFE CARE HOLDING ApS, a company, governed by the laws of Denmark, established and having its registered office at Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted, registered with the Danish Commerce and Companies Agency under CVR number 21161780,

duly represented by its managing director, Mr Teddy Bønchel Iversen, residing at Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted, with individual signing power.

Such appearing party has drawn up the following articles of a limited liability company (société à responsabilité limitée), which it intends to organise as sole partner or with any person who may become partner of this company in the future.

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The corporation may carry out all trade of foodstuffs other than drugs. It may also carry out any transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name LIFE CARE LUX., S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (12,500.- EUR) represented by one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty-five euros (125.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will form a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers, unless otherwise defined by an extraordinary general meeting of the partners.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's financial year starts on the first of January of each year and ends on the 31st of December the same year.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The appearing party, represented as stated here above declares to subscribe for the one hundred (100) shares and to have them fully paid-up by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (12,500.-

EUR) is from now on at the disposal of the company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly states this.

Transitory disposition

The first financial year begins today and shall end on 31 December 2004.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on commercial companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Costs

The parties evaluate the cost of formation of this company at approximately one thousand five hundred euros.

Resolutions of the sole associate

Immediately after the formation of the company, the sole associate has passed the following resolutions:

1.- The number of managers of the Company is set at two (2).

Are appointed managers of the company for an unlimited period, with the powers indicated in article twelve (12) of the articles of incorporation:

a) Technical Manager:

Mr Henrik Lindtofte Christiansen, company director, born in Rødovre (Denmark), on 22 September 1965, residing at Strandvesen 130.B., DK-2900 Hellerup.

b) Administrative Manager:

Mr Teddy Bønchel Iversen, company director, born in Copenhagen (Denmark), on 27 July 1944, residing at Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted;

2.- The company is bound by the sole signature of the technical manager up to the amount of one thousand two hundred and fifty euros (1,250.- EUR). Above this amount the joint signature of both managers is required.

3.- The address of the Company is fixed at 241 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in the English language, followed by a translation into French, the English version being prevailing in case of divergences between the English and the French text.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the date indicated at the beginning thereof.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatre, le vingt-neuvième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

LIFE CARE HOLDING ApS, une société régie par les lois du Danemark, établie et ayant son siège social au Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted, enregistrée auprès du «Danish Commerce and Companies Agency», sous CVR numéro 21161780;

ici représentée par son directeur Monsieur Teddy Bønchel Iversen, demeurant au Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted, avec pouvoir de signature individuelle.

Laquelle partie comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer en tant qu'associé unique ou avec toute autre personne qui deviendrait associé de la société par la suite.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet le commerce de tous produits alimentaires à l'exclusion de tous médicaments. Elle peut également effectuer toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: LIFE CARE LUX., S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance, sauf si le(s) associé(s) devaient en décider autrement.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

La partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, a déclaré souscrire les cent (100) parts sociales et les avoir entièrement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-

EUR) est dès à présent à la disposition de la société, ce dont preuve a été rapportée au notaire instrumentant, au moyen d'un certificat bancaire.

Disposition transitoire

Le premier exercice commercial commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2004.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés à responsabilité limitées (loi du 18.9.1933) se trouvent accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt, la partie comparante représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre de gérants est fixé à deux (2).

Sont nommés gérants de la Société pour une durée illimitée, avec les pouvoirs définis par l'article douze (12) des statuts:

a) Gérant Technique:

Monsieur Henrik Lindtofte Christiansen, directeur de société, né à Rødovre (Danemark) le 22 septembre 1965, demeurant à Strandvesen 130.B. DK-2900 Hellerup.

b) Gérant Administratif:

Monsieur Teddy Bønchel Iversen, directeur de société, né à Copenhague (Danemark), le 27 juillet 1944, demeurant au Rytterskolevej 7, Maarum, DK-3230 Græsted.

2.- Le gérant technique peut engager la société par sa seule signature jusqu'au montant de mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR). Au-delà de ce montant la signature conjointe des deux gérants sera requise.

3.- L'adresse de la Société est fixée au 241, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant sur la demande du même comparant faire foi en cas de divergences avec la version française.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. B. Iversen, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 mars 2004, vol. 883, fol. 87, case 8. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 avril 2004.

J.-J. Wagner.

(027513.3/239/249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

OVERSEAS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 63.865.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 16 mars 2004, enregistré à Grevenmacher, le 30 mars 2004, volume 526, folio 40, case 4;

I.- Que la société anonyme OVERSEAS INVESTMENTS S.A., avec siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 63.865, a été constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, en date du 8 avril 1998, publié au Mémorial C numéro 641 du 25 juin 1998.

II.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est le seul et unique actionnaire de ladite société; que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

III.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société dissoute.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 avril 2004.

J. Seckler.

(027546.3/231/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

MainFirst, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2951 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.
H. R. Luxemburg B 89.173.

Im Jahre zweitausendundvier, am einunddreissigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim (Luxemburg),

versammelten sich in Ausserordentlicher Generalversammlung die Aktionäre der Gesellschaft MainFirst, eine Investmentgesellschaft («société d'investissement à capital variable») mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxemburg, gegründet nach Luxemburger Recht, gemäss einer Urkunde aufgenommen durch den vorgenannten Notar Jean-Joseph Wagner, am 26. September 2002, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1538 vom 24. Oktober 2002 (hiernach «die Gesellschaft»).

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht von und zu Luxemburg, Sektion B unter der Nummer 89.173.

Die Satzung der Gesellschaft wurde seit ihrer Gründung nicht abgeändert.

Die Versammlung wird um 11.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Martin Emmerich, wohnhaft in Trier (Deutschland), eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Catia Paciotti-Luchetti, wohnhaft in Schifflingen (Luxemburg).

Die Versammlung wählt zum Stimmenzähler Frau Stephanie Carl, wohnhaft in Trier (Deutschland).

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem amtierenden Notar, aufgeführt.

Diese Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung, und zwar:

- im Mémorial C Nummer 239 vom 28. Februar 2004 und Nummer 300 vom 16. März 2004;
- im «deutschen Bundesanzeiger», vom 28. Februar 2004 und vom 16. März 2004;
- in der Tageszeitung «Luxemburger Wort», vom 28. Februar 2004 und vom 16. März 2004;
- in der «Börsenzeitung», vom 28. Februar 2004 und vom 16. März 2004;
- in der Tageszeitung «Lëtzebuerger Journal», vom 28. Februar 2004 und vom 16. März 2004;
- im «Amtsblatt zur Wiener Zeitung», vom 1. März 2004 und vom 16. März 2004.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1.- Änderung der Satzung, insbesondere

- Anpassung an das Gesetz vom 20. Dezember 2002, insbesondere die Änderung der Artikel 4,5,18,21,24,25 und 32;
- 2.- Sonstiges.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den fünf Millionen neuhundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundachtzig (5.926.782) sich im Umlauf befindenden Aktien, fünfunddreissigtausendzweihundertsechs (35.206) Aktien auf gegenwärtiger Generalversammlung anwesend oder vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit der derselben Tagesordnung schon für den 25. Februar 2004 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht wurde.

Gegenwärtige Generalversammlung ist nun gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Aktien zugegen anwesend oder vertreten sind.

Alsdann wird nach Eintritt in die Tagesordnung folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschliesst die Artikel vier (4), einundzwanzig (21), vierundzwanzig (24) und zweiunddreissig (32) der Gesellschaftsordnung abzuändern und zwar, durch Ersetzen des Gesetzeshinweises auf das Gesetz vom 30. März 1988 durch den Hinweis auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002.

Zweiter Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschliesst Artikel fünf(5) der Satzung abzuändern, um den im ersten Absatz angegeben Betrag des Mindestkapitals auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) festzulegen.

Dritter Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschliesst Artikel achtzehn (18) der Satzung, betreffend der Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Gesellschaft, abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu verleihen:

«Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung, die Anlagepolitik, die für jeden Teilfonds der Gesellschaft zu beachtenden Anlagestrategien sowie die Richtlinien der Verwaltung und Geschäftsführung unter Beachtung der in den geltenden Gesetzen und Vorschriften vorgesehenen oder vom Verwaltungsrat festgesetzten Anlagebeschränkungen zu bestimmen.

Dies vorausgesetzt kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass sich die Anlagen der Gesellschaft in nachfolgend beschriebener Weise zusammensetzen aus:

(a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem geregelten Markt notiert oder gehandelt werden und/oder

(b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union («EU») gehandelt werden, sofern dieser Markt anerkannt, für das Publikum offen und seine Funktionsweise ordnungsgemäss ist und/oder

(c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, sofern die Wahl dieser Wertpapierbörse oder dieses Marktes in der Satzung der Gesellschaft vorgesehen ist und/oder

(d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern:

- deren Ausgabebedingungen die Verpflichtung zu einer amtlichen Notiz an einer Wertpapierbörse oder zum Handel auf einem anderen geregelten Markt gemäss vorstehend (b) und (c) enthalten

- sie spätestens ein Jahr nach Emission dort zum amtlichen Handel zugelassen werden und/oder

(e) Anteilen von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und/oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen Organismen für gemeinsame Anlagen nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Sondervermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seiner Satzung insgesamt 10% seines Sondervermögens in Anteilen anderer OGAW oder Organismen für gemeinsame Anlagen anlegen darf und/oder

(f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU hat oder - falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind und/oder

(g) abgeleiteten Finanzinstrumenten («Derivaten»), einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten die nicht an einer Wertpapierbörse gehandelt werden («OTC-Derivaten»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne des Artikel 41, Absatz 1, oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäss den in seiner Satzung genannten Anlagezielen investieren darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden, und

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des OGAW zum angemessenen Zeitwert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können und/oder

(h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikels 1 des aktuellen Gesetzes fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert, oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10,- Mio. EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Die Anlage kann des weiteren in allen sonstigen Wertpapieren, Instrumenten oder sonstigen Vermögenswerten im Rahmen der innerhalb der geltenden Gesetze und Vorschriften vom Verwaltungsrat bestimmten Anlagebeschränkungen erfolgen.»

Vierter Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschliesst Artikel fünfundzwanzig (25) abzuändern, durch einfache Streichung des zweiten und letzten Satzes.

Da keine weiteren Angelegenheiten der Versammlung vorliegen, wurde diese daraufhin um 11.30 Uhr geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparanten, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Emmerich, C. Paciotti-Luchetti, S. Carl, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette, am 1. April 2004, Band 883, Blatt. 89, Feld 2. – Erhalten 12 Euros.

Der Einnehmer ff. gezeichnet: Oehmen.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beles, den 1. April 2004.

J.-J. Wagner.

(027529.2/239/148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

MainFirst, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 89.173.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} avril 2004.

J.-J. Wagner.

(027530.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

ROTOMADE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, Z.I. rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 96.695.

Constituée par-devant M^e Robert Schuman, notaire de résidence à Differdange, en date du 7 novembre 2003, acte publié au Mémorial C n° 1274 du 3 décembre 2003, modifiée par-devant le même notaire en date du 18 décembre 2003, acte publié au Mémorial C n° 66 du 17 janvier 2004.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06596, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ROTOMADE, S.à r.l.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(027500.3/1261/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

L'ATELIER VERT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen.

R. C. Luxembourg B 45.318.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution, reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 mars 2004, enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2004, volume 142S, folio 95, case 4, que la société à responsabilité limitée L'ATELIER VERT, S.à r.l., ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen, a été dissoute avec effet au 1^{er} janvier 2004, que sa liquidation est close, les livres et documents sociaux étant conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2004.

E. Schlessler.

(027603.3/227/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

MARTIN LOSCH S.à r.l. ESCH-SUR-ALZETTE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 75, boulevard Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 8.929.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2004.

P. Frieders.

(027429.3/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

CYBER VISION HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 144, route de Stavelot.

R. C. Luxembourg B 19.650.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 2 avril 2004, réf. DSO-AP00009, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 5 avril 2004.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(027552.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

CYBER VISION HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 144, route de Stavelot.

R. C. Luxembourg B 19.650.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 2 avril 2004, réf. DSO-AP00010, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 5 avril 2004.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(027553.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

STEPAREX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 134, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 39.215.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06572, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 6 avril 2004.

Signature.

(027689.3/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

SACOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 72.183.

—
Par décision prise par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 27 février 2004:

Mr Johannes Marinus Kat est démis de sa fonction d'administrateur de la société.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A. avec siège social sis au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg est nommée à la fonction de commissaire aux comptes de la société en remplacement de TRIUNE CONSULTING S.A.

Luxembourg, le 22 mars 2004.

Pour extrait conforme

L'agent domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 2004, réf. LSO-AO06012. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(027752.3/536/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

ABX LOGISTICS (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue de l'Etang, Z.I. Weihergewann.
R. C. Luxembourg B 68.068.

L'an deux mille quatre, le cinq mars.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ABX LOGISTICS (FRANCE) S.A., société anonyme de droit français, avec siège social 18, Place de la Gare à F-59100 Roubaix,

représentée par Mademoiselle Nadine Thoma, employée privée, demeurant à Oetrange, en vertu d'une procuration sous seing privé du 23 février 2004, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

1) Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée ABX LOGISTICS (LUXEMBOURG), S.à r.l., dont il détient l'intégralité des parts sociales.

2) Que la société ABX LOGISTICS (LUXEMBOURG), S.à r.l., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 68.068, a été constituée sous la dénomination de DUBOIS LOGISTICS SERVICES, S.à r.l., suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 30 décembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 222 du 31 mars 1999 et que les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentaire, en date du 14 septembre 2000, publié au Mémorial C, numéro 211 du 20 mars 2001, en date du 5 décembre 2000, publié par extrait au Mémorial C, numéro 552 du 20 juillet 2001 et en date du 8 mars 2002, publié au Mémorial C, numéro 904 du 13 juin 2002.

3) Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

4) Que l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a décidé de pas renouveler le mandat de gérant de Monsieur Antoine Bricout, Directeur Division Logistique, demeurant à 795, Domaine de la Vigne, F-59910 Bondues, dont le mandat est venu à expiration et de nommer Monsieur Jacques Caillé, Directeur Général de la Société-tête de groupe ABX LOGISTICS (FRANCE), demeurant à 8, rue Robert Arnaud d'Andilly, F-78470 Magny les Hameaux, en qualité de nouveau gérant de la société ABX LOGISTICS (LUXEMBOURG), S.à r.l., à compter de ce jour pour une durée qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N.Thoma, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2004, vol. 142S, fol. 85, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2004.

P. Frieders.

(027452.3/212/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

SOMATEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 93.940.

L'an deux mille quatre, le vingt-quatre mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) MATEC, S.à r.l., avec siège social à L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 50.586,

Ici représentée par son gérant, Monsieur Pierre Tholl, demeurant à Bereldange,

2) Monsieur Pierre Tholl, administrateur de sociétés, demeurant à L-7214 Bereldange, 29, rue Bellevue.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de la société SOMATEC S.A., avec siège social à L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 93.940, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 3 juin 2003, publié au Mémorial C numéro 739 du 11 juillet 2003.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et en conséquence modifie le premier alinéa de l'article 4 des statuts comme suit:

Art. 4. La société a pour objet:

* la mécanique d'avions;

- * l'agence commerciale à l'exclusion de toute vente en gros et en détail;
 - * la prestation de services administratifs à l'exclusion de toutes activités rentrant dans les professions d'expert-comptable et de conseil économique;
 - * la réalisation d'opérations de gérance de la société AVITEC, S.à r.l.;
- Le reste de l'article demeurant inchangé.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de sept cents euros (700,- EUR.).

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Tholl, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 2004, vol. 20CS, fol. 62, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mars 2004.

P. Bettingen.

(027484.3/202/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

SOMATEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 93.940.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mars 2004.

P. Bettingen.

(027485.3/202/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

NSR HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 30.031.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 22 mars 2004 que:

- Monsieur Josef Dorig, Employé de commerce, demeurant à Alte Wolleraustr. 49, CH-8832 Wollerau,
 - Monsieur Johannes Matt, Employé de commerce, demeurant à Egertaweg 152, FL-9491 Ruggell,
 - Madame Claude Von Hildebrand, Employée de commerce, demeurant à Avenue de Thônex 17, CH-1226 Thônex,
- ont été réélus Administrateurs pour une durée de 6 ans jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Et que:

- FIDUCIAIRE F. WINANDY & ASSOCIES S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,

a été réélue Commissaire aux Comptes pour la même période.

Luxembourg, le 22 mars 2004.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 mars 2004, réf. LSO-AO04935. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(027747.3/802/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

**ITCIM, IT CONSULTING AND INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l.,
Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9515 Wiltz, 71, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 93.956.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 avril 2004, réf. LSO-AP00438, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 6 avril 2004.

Signature.

(027701.3/578/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

ALLMAT LOCATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4934 Hautcharage, 23, rue du Moulin.
R. C. Luxembourg B 53.238.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06577, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hautcharage, le 9 avril 2004.

A. Haeck

Administrateur-délégué

(027555.3/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

ALLMAT LOCATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4934 Hautcharage, 23, rue du Moulin.
R. C. Luxembourg B 53.238.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06580, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hautcharage, le 9 mars 2004.

A. Haeck

Administrateur-délégué

(027557.3/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

DR. OETKER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 7, place Clairefontaine.
R. C. Luxembourg B 5.701.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 avril 2004, réf. LSO-AP00462, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 6 avril 2004.

Signature.

(027699.3/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

BRITTANY PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 99.901.

STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt-trois mars.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

1) Monsieur Patrick Sganzerla, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II; et

2) La société à responsabilité limitée G & P PROPERTIES, S.à r.l., ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II, R. C. Luxembourg B 82.889,

ici représentée par Monsieur Patrick Sganzerla, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 17 mars 2004.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant ès qualités qu'il agit et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Ces comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de BRITTANY PARTNERS S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que

toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'achat et la vente, la mise en valeur, la gestion ainsi que la location d'immeubles bâtis ou à bâtir.

La société a également pour objet la conception et la gestion d'établissements hôteliers et/ou de restauration sous quelque forme que ce soit.

En outre elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Elle pourra gager ses biens ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, si cette opération est de nature à favoriser son développement.

La société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Exceptionnellement le premier administrateur-délégué sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un commissaire nommé par l'assemblée générale qui fixe sa rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 1^{er} lundi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le ou les commissaires. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille quatre.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille cinq.

Souscription

Les trois cent dix (310) actions ont été souscrites comme suit:

1) par Monsieur Patrick Sganzerla, préqualifié, une action	1
2) par la société G & P PROPERTIES, S.à r.l., préqualifiée, trois cent neuf actions	309

Total: trois cent dix actions	310
---	-----

Ces actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) chacune par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cents cinquante euros (EUR 7.750,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- L'adresse de la société est fixée à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Patrick Sganzerla, expert-comptable, né le 28 mars 1968 à Toulon (France), demeurant professionnellement au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Monsieur Steeve Simonetti, employé privé, né le 30 janvier 1980 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Monsieur Guy Frisch, gérant de société, né le 2 juillet 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 5, rue Jules Fischer, L-1522 Luxembourg.

3.- Est nommé administrateur-délégué Monsieur Patrick Sganzerla, préqualifié.

Son mandat d'administrateur-délégué expirera en même temps que celui d'administrateur.

4.- Est appelée aux fonctions de commissaire:

- La société DALEY STRATEGIES S.A., ayant son siège social à Jasmin Court, 35A, Regent Street, P.O. Box 1777, Belize City.

5.- Les mandats des administrateurs et du commissaire expireront immédiatement après l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2004.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie en l'Etude.

Et lecture faite et interprétation de tout ce qui précède en langue de lui connue, donnée au comparant, agissant ès- dites qualités, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: P. Sganzerla, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 2004, vol. 143S, fol. 1, case 5. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 29 mars 2004.

T. Metzler.

(027814.3/222/161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

VISSERHUIS V 94 SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1927 Luxembourg, 20, rue Lemire.

R. C. Luxembourg E 92.

L'an deux mille quatre, le vingt-six mars.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert, docteur en médecine, né le 1^{er} octobre 1934 à Luxembourg, et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, sans état particulier, née à Luxembourg, le 30 mars 1938, demeurant ensemble à L-1927 Luxembourg, 20, rue Lemire,

mariés sous le régime de la communauté universelle suivant modification de leur contrat de mariage par-devant le notaire instrumentaire en date du 27 août 1996.

2) Madame Anne Weydert, laborantine, née le 17 mars 1963 à CH Lucerne, demeurant à L-5410 Beyren, 5, rue Bierghaff,

ici représentée par Monsieur Luc Weydert, préqualifié,

en vertu d'une cession de parts avec procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 mars 2004.

3) Madame Simone Weydert, employée privée, née le 22 mai 1964 à CH St. Gall, demeurant à L-5335 Moutfort, 16, Soibelwee,

ici représentée par Monsieur Luc Weydert, préqualifié,

en vertu d'une cession de parts avec procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 mars 2004.

4) Madame Martine Weydert, employée privée, née le 22 mai 1964 à CH St. Gall, demeurant à L-4243 Esch-sur-Alzette, 104, rue J.P. Michels,

ici représentée par Monsieur Luc Weydert, préqualifié,

en vertu d'une cession de parts avec procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 mars 2004.

5) Madame Antoinette Weydert, employée privée, née le 24 mai 1966 à CH Olten, demeurant à L-1278 Luxembourg, 4, rue Toni Bourg,

ici représentée par Monsieur Luc Weydert, préqualifié,

en vertu d'une cession de parts avec procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 mars 2004.

6) Madame Michelle Weydert, céramiste, née le 19 février 1969 à Luxembourg, demeurant à L-6162 Bourglinster, 8, rue du Château,

ici représentée par Monsieur Luc Weydert, préqualifié,

en vertu d'une cession de parts avec procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 mars 2004.

Lesquelles cessions de parts avec procurations après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Les comparants sont les seuls sociétaires de la société civile immobilière familiale VISSERHUIS V 94 S.C.I., ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 729 du 10 juillet 2003.

Les statuts de ladite société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 28 janvier 2004, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- Le fonds social est représenté par quatre mille neuf cents (4.900) parts d'intérêt d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

II.

1) Par cession de parts avec procuration, prémentionnée, Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, préqualifiés, ici présents, ont cédé dix-huit (18) parts sociales qu'ils possédaient dans la société à Madame Anne Weydert, préqualifiée, ici représentée comme dit ci-avant et ce acceptant par son mandataire pour un prix de quatre cent cinquante (450,-) euros, ce dont quittance.

2) Par cession de parts avec procuration, prémentionnée, Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, préqualifiés, ici présents, ont cédé dix-huit (18) parts sociales qu'ils possédaient dans la société à Madame Simone Weydert, préqualifiée, ici représentée comme dit ci-avant et ce acceptant par son mandataire pour un prix de quatre cent cinquante (450,-) euros, ce dont quittance.

3) Par cession de parts avec procuration, prémentionnée, Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, préqualifiés, ici présents, ont cédé dix-huit (18) parts sociales qu'ils possédaient dans la société à Madame Martine Weydert, préqualifiée, ici représentée comme dit ci-avant et ce acceptant par son mandataire pour un prix de quatre cent cinquante (450,-) euros, ce dont quittance.

4) Par cession de parts avec procuration, prémentionnée, Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, préqualifiés, ici présents, ont cédé dix-huit (18) parts sociales qu'ils possédaient dans la société à Madame Antoinette Weydert, préqualifiée, ici représentée comme dit ci-avant et ce acceptant par son mandataire pour un prix de quatre cent cinquante (450,-) euros, ce dont quittance.

5) Par cession de parts avec procuration, prémentionnée, Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert et son épouse Madame Anne-Marie, dite Annemie Speck, préqualifiés, ici présents, ont cédé dix-huit (18) parts sociales qu'ils possédaient dans la société à Madame Michelle Weydert, préqualifiée, ici représentée comme dit ci-avant et ce acceptant par son mandataire pour un prix de quatre cent cinquante (450,-) euros, ce dont quittance.

- Ces cessions ont été effectuées de l'accord de tous les sociétaires et, pour autant que de besoin, acceptées pour la Société par son gérant Monsieur le Dr Luc Jean Julien Weydert, préqualifié.

III. Suite aux cessions qui précèdent, la répartition des parts sociales est désormais la suivante et l'article 5 des statuts est modifié en conséquence:

Art. 5. Il existe quatre mille neuf cents (4.900) parts d'intérêt d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune attribuées comme suit à chacun des sociétaires en fonction de son apport:

1) Monsieur Dr Luc Weydert, et son épouse Madame Annemie Speck, préqualifiés, quatre mille huit cents parts d'intérêt.	4.800
2) Madame Anne Weydert, préqualifiée, vingt parts d'intérêt.	20
3) Madame Simone Weydert, préqualifiée, vingt parts d'intérêt.	20
4) Madame Martine Weydert, préqualifiée, vingt parts d'intérêt.	20
5) Madame Antoinette Weydert, préqualifiée, vingt parts d'intérêt.	20
6) Madame Michelle Weydert, préqualifiée, vingt parts d'intérêt.	20
Total: quatre mille neuf cents parts d'intérêt.	4.900

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ils ont signé avec Nous-notaire la présente minute.

Signé: L. J. Weydert, A-M. Speck, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2004, vol. 20CS, fol. 68, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2004.

A. Schwachtgen.

(027777.3/230/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

VISSERHUIS V 94 SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1927 Luxembourg, 20, rue Lemire.

R. C. Luxembourg E 92.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 335 du 26 mars 2004, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(027778.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

GENERAL O & R INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 56.738.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2004, réf. LSO-AP00686, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIRELUX S.A.

Signature

(027744.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

BAUDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 68.540.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06603, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2004.

Signature.

(027718.3/603/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

BAUDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 68.540.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2004, réf. LSO-AO06603, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2004.

Signature.

(027720.3/603/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2004.

FINILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 18, rue Léandre Lacroix.
R. C. Luxembourg B 96.846.

L'an deux mille quatre, le vingt et un janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand- Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) la société anonyme de droit belge EUROPLEX, ayant son siège social au 25, rue de Waroux, B-4000 Liège, ici représentée par Monsieur Francis Dessard, comptable, demeurant au 61, rue Marexhe, B-4040 Herstal, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Liège, le 13 janvier 2004.

2) la société anonyme de droit belge LOCAPARK, ayant son siège social au 2, rue Tony Ross, B-4053 Chaudfontaine/ Embourg,

ici représentée par Monsieur Francis Dessard, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Liège, le 13 janvier 2004.

Les prédictes procurations resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparantes, agissant en leur qualité de seules et uniques associées de la société à responsabilité limitée FINILUX, S.à r.l., ayant son siège social à Wiltz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 96.846, constitué suivant acte notarié en date du 2 août 1991, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 60 du 21 février 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 29 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1068 du 12 juillet 2002, prennent la résolution suivante:

Résolution

Les associées décident de transférer le siège social de la Société de L-9514 Wiltz, 52, rue des Charretiers à L-1913 Luxembourg, 18, rue Léandre Lacroix.

En conséquence, l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre associés.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, le mandataire des comparants a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. Dessard, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 janvier 2004, vol. 883, fol. 10, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 février 2004.

J.-J. Wagner.

(027515.3/239/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

FINILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1913 Luxembourg, 18, rue Léandre Lacroix.
R. C. Luxembourg B 96.846.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 31 mars 2004. J.-J. Wagner.
(027517.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

T.S.D. S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1150 Luxembourg, 247, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 61.166.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 mai 2003

Le lundi 5 mai 2003 à 11.00 heures, les actionnaires de T.S.D. S.A. ont tenu une Assemblée Générale Extraordinaire au siège social sis route d'Arlon 247 à L-1150 Luxembourg.

Une feuille de présence est émarginée par les actionnaires à leur entrée en séance.

Monsieur Louis Dethier, Président du Conseil d'Administration, demeurant à B-4950 Waimes, est élu Président de l'assemblée.

Monsieur Kurt Mertes, administrateur, demeurant à B-4770 Born, est appelé comme scrutateur.

D'accord entre le président et le scrutateur, Monsieur Pierre Archambeau, administrateur, demeurant à B-4950 Thirimont, est appelé à remplir le rôle de secrétaire.

Le bureau constate de la feuille de présence que tous les actionnaires, propriétaires de l'intégralité des actions qui jouissent du même nombre de voix, sont présents ou représentés.

Tous les actionnaires reconnaissent avoir été dûment convoqués et ont renoncé, pour autant que de besoins, à toute publicité.

La feuille de présence est alors arrêtée ne varietur, signée des membres du bureau et annexée au présent procès-verbal.

Le président met à la disposition de l'assemblée:

- 1) les statuts;
- 2) la feuille de présence.

Chaque actionnaire se désiste autant que de dû de tout droit ou action né ou à naître du fait de l'absence de convocation.

L'assemblée peut donc décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, le président rappelle que les questions suivantes sont portées à l'ordre du jour

- 1) révocation du commissaire en fonction;
- 2) nomination d'un nouveau commissaire aux comptes pour l'exercice 2002 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2003.

Le président met aux voix les résolutions suivantes découlant de l'ordre du jour:

I. Monsieur Herbert März, commerçant, demeurant à L-9991 Weiswampach, route de Stavelot 117, est révoqué avec effet immédiat de son mandat de commissaire. Il lui est donné pleine et entière décharge pour son mandat passé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II. FN-SERVICES, S.à r.l., société à responsabilité limitée avec siège social à L-9991 Weiswampach, route de Stavelot 144, est nommée avec effet immédiat comme commissaire aux comptes pour l'exercice 2002 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Puis, plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11.30 heures et de tout ce que dessus, le présent procès-verbal est dressé et signé des membres du bureau.

L. Dethier / K. Mertes / P. Archambeau

Le Président / le scrutateur / le secrétaire

Enregistré à Diekirch, le 17 février 2004, réf. DSO-AN00131. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(027519.3/667/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

T.S.D. S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1150 Luxembourg, 247, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 61.166.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 juillet 2003

Le lundi, 7 juillet 2003 à 10.00 heures, les actionnaires de T.S.D. S.A. ont tenu l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle au siège social sis à L-1150 Luxembourg, route d'Arlon 247.

Une feuille de présence est émarginée par les actionnaires à leur entrée en séance.

Monsieur Louis Dethier, Président du Conseil d'Administration, demeurant à B-4950 Waimes, est élu Président de l'assemblée.

Monsieur Kurt Mertes, administrateur, demeurant à B-4770 Born est appelé comme scrutateur.

D'accord entre le président et le scrutateur, Monsieur Pierre Archambeau, administrateur, demeurant à B-4950 Thirimont, est appelé à remplir le rôle de secrétaire.

Le bureau constate de la feuille de présence que tous les actionnaires, propriétaires de l'intégralité des actions qui jouissent du même nombre de voix, sont présent ou représentés.

Tous les actionnaires reconnaissent avoir été dûment convoqués et ont renoncé, pour autant que de besoin, à toute publicité.

La feuille de présence est alors arrêtée ne varietur, signée des membres du bureau et annexée au présent procès-verbal.

Le président met à la disposition de l'assemblée:

- 1) les statuts;
- 2) la feuille de présence;
- 3) le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2002;
- 4) le rapport du Conseil d'Administration;
- 5) le rapport du Commissaire aux comptes.

Chaque actionnaire se désiste autant que de dû de tout droit ou action né ou à naître du fait de l'absence de convocation.

Ensuite, le président rappelle que les questions suivantes sont portés à l'ordre du jour:

- 1) Lecture des comptes arrêtés au 31 décembre 2002;
- 2) Lecture du rapport du Conseil d'Administration concernant l'exercice social 2002;
- 3) Lecture du rapport du Commissaire aux comptes concernant les comptes arrêtés au 31 décembre 2002.
- 4) Approbation des comptes;
- 5) Affectation du résultat;
- 6) Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 7) Renouvellement des mandats du Conseil d'Administration et du commissaire;
- 8) Divers.

Puis, le président demande au secrétaire de lire les comptes arrêtés au 31 décembre 2002, le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Commissaire aux comptes.

Le secrétaire en donne lecture.

Le président ouvre alors les débats.

Divers propos sont échangés entre les membres, puis, plus personne ne demandant la parole, le président met aux voix les résolutions suivantes découlant de l'ordre du jour

Première résolution

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle, après avoir pris connaissance des comptes arrêtés au 31 décembre 2002, du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes tels que présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle décide d'affecter comme suit le bénéfice de 2.421,07 EUR de l'exercice 2002:

- Bénéfice de l'exercice à affecter (+):	2.421,07 EUR
- Perte de l'exercice à affecter (-):	0,00 EUR
- Bénéfice reporté de l'exercice précédent (+): . .	9.724,56 EUR
- Perte reportée de l'exercice précédent (-):	0,00 EUR
- Bénéfice à affecter (=):	12.145,63 EUR
- Perte à affecter (=):	0,00 EUR
- Affectation à la réserve légale (-):	0,00 EUR
- Affectation aux autres réserves (-):	0,00 EUR
- Distribution de bénéfice (-):	0,00 EUR
- Bénéfice à reporter (=):	12.145,63 EUR
- Perte à reporter (=):	0,00 EUR

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle donne décharge aux administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé ainsi qu'au Commissaire aux comptes pour son mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide à l'unanimité de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire jusqu'à l'Assemblée Générale de l'année 2009. Il s'agit de:

- Monsieur Louis Dethier, ingénieur, demeurant à B-4950 Waimes, Président du Conseil d'Administration et gérant technique;
- Monsieur Kurt Mertes, employé technique, demeurant à B-4770 Born, administrateur;
- Monsieur Pierre Archambeau, employé d'administration, demeurant à B-4950 Thirimont, administrateur.
- FN SERVICES, S.à r.l., L-9991 Weiswampach, commissaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Puis, plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11.00 heures et de tout ce que dessus, le présent procès-verbal est dressé et signé des membres du bureau.

L. Dethier / K. Mertes / P. Archambeau
Le président / le scrutateur / le secrétaire

Enregistré à Diekirch, le 17 février 2004, réf. DSO-AN00130. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(027432.3/667/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2004.

RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
 R. C. Luxembourg B 78.878.

—
 DISSOLUTION

L'an deux mille quatre, le dix mars.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société RIMM TECHNOLOGIES HOLDING CORP., établie et ayant son siège social à c/o Mossack Fonseca Co., Ltd. Akara Building, 24 De Castro Street, Wickams Cay 1, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, IBC no 345879, qui est représentée par deux de ses directeurs, à savoir:

Monsieur Michael John Olorenshaw Sutherland, Company Director, demeurant à Plateau de Frontenex 9C, CH-1280 Genève et Monsieur Barry Kenneth Stamps, Managing Director, demeurant à Chemin du Tilleul 19, B-1380 Ohain, en vertu d'une procuration donnée à Genève, en date du 26 février 2004,

laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société anonyme RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 16 novembre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 396 du 30 mai 2001;

- que le capital social de la société anonyme RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A. s'élève actuellement à quatre-vingt-neuf mille quatre cent trente-quatre Euros (89.434,- EUR) représenté par quarante-quatre mille sept cent dix-sept (44.717) actions d'une valeur nominale de deux Euros (2,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la société RIMM TECHNOLOGIES HOLDING CORP., étant devenue seule propriétaire des actions dont s'agit, a décidé de dissoudre et de liquider la société anonyme RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A., celle-ci ayant cessé toute activité;

- que la société RIMM TECHNOLOGIES HOLDING CORP., agissant en sa qualité de liquidateur de la société RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A., déclare:

* que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'actionnaire unique;

* que tous les passifs connus de la société, vis-à-vis des tiers, ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés,

* par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer;

de sorte que la liquidation de la société anonyme RIMM TECHNOLOGIES HOLDING S.A. est à considérer comme clôturée;

- que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes, pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années au siège social de la société à c/o Mossack Fonseca Co. Ltd, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Mamane, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, vol. 20CS, fol. 51, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2004.

G. Lecuit.

(027601.3/220/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

LABATTE IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 70.854.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2004, réf. LSO-AO06333, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2004.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(027587.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

LABATTE IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 70.854.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2004, réf. LSO-AO06331, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2004.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(027586.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

LABATTE IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 70.854.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2004, réf. LSO-AO06329, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2004.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(027585.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

LABATTE IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 70.854.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2004, réf. LSO-AO06326, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2004.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(027584.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2004.
